



Open Access Repository

www.ssoar.info

La Cité des Ro(u)mains: un projet roumain de constitution imprimé à Bruxelles en 1857

Barbu, Daniel

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Barbu, D. (2008). La Cité des Ro(u)mains: un projet roumain de constitution imprimé à Bruxelles en 1857. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, VIII(1), 147-188. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51844-3>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

La Cité des Ro(u)mains

Un projet roumain de constitution imprimé à Bruxelles en 1857

DANIEL BARBU

Dans son dernier ouvrage achevé, *L'Envers de l'histoire contemporaine*, Honoré de Balzac met en regard des «splendeurs et misères» de la comédie humaine de la Restauration le visage modeste et sans exigences de reconnaissance et récompense publiques d'une congrégation catholique qui faisait le bien en secret tandis que les courtisanes, les politiques et les banquiers s'adonnaient au mal sur le devant de la scène historique. C'est le privilège des écrivains, qu'ils partagent par ailleurs avec les théologiens et certains philosophes, que de pouvoir distinguer entre une histoire ordonnée au mal et une histoire penchée vers le bien. L'historien des idées politiques, qui n'a pas cette aptitude, retiendra pourtant de Balzac l'impératif intellectuel, pionnier de toute une épistémologie du travail historique, d'aller au-delà des canons, consécration et autres *mainstreams* et de débusquer de leur invisibilité littéraire des mouvements, des courants et des auteurs ignorés par les histoires reçues, sinon officieuses, de la pensée du politique.

Il n'est point surprenant que l'histoire de la modernisation politico-constitutionnelle de la Roumanie puisse avoir son envers. Officiellement, de 1848 à 1923, la Roumanie moderne porte une marque de fabrication libérale et la signature de la famille Brătianu, qui a patronné deux Constitutions, trois systèmes électoraux, la Banque nationale et autres institutions de crédit, a fait un roi, une révolution et un coup d'État, ainsi que le plus grand parti politique, est allée par deux fois en guerre et, pour mener à bien sa besogne, a donné au pays trois présidents du conseil des ministres. Sur l'envers de cette histoire moderne de la Roumanie, enseignée non seulement aux écoliers, mais étudiée également dans les facultés et instituts d'histoire dans le même cadre gouvernemental du système de l'éducation et de la recherche nationale, ne se trouve pas l'opposition conservatrice. Les écrits et les accomplissements politiques de Titu Maiorescu, P.P. Carp et autres Mihai Eminescu sont regardés comme tout aussi fondateurs du processus de modernisation que ceux de Nicolae Bălcescu, Mihail Kogălniceanu, C.A. Rosetti ou Ion Ghica. Balzac l'avait déjà indiqué: pour en être un, l'envers doit rester insaisissable aux yeux de la chronique officielle et même de l'enquête historiographique.

Les annales de la modernisation, ce sont les chefs politiques libéraux, réunis autour de Ion et Ionel Brătianu, qui les ont rédigées en forme tellement fixe que ni même l'époque communiste n'a eu le pouvoir ou le savoir d'y toucher. On a tout simplement retouché quelques chapitres, ou déplacé l'accent d'une personnalité à l'autre. L'historiographie a suivi, sans complexes critiques, ce choix partisan des hommes et des œuvres qui ont fait la modernité. Des historiens aussi divers que I.C. Filitti, de grande famille conservatrice, et Gheorghe Zane, marxiste révisionniste, ont établi la liste des auteurs, événements et transformations qu'il convient d'approcher de manière légitime. Il est donc inévitable qu'une curiosité littéraire de type balzacien soit récompensée. Dans l'obscurité des bibliothèques et archives publiques gisent encore des textes que le canon

politico-académique, soucieux de couler en bronze les cadres nationaux de la mémoire, a voués à l'obscurité.

C'est l'un de ces textes, pratiquement inconnus¹, qui fait l'objet de cette édition. Il s'agit d'un projet de constitution pour les Roumains imprimé en 1857 à Bruxelles, chez Glyot & Stafluaux Fils, à l'intention d'un public roumain incité au débat constitutionnel par le Traité de Paris de mars 1856. Dans l'application du traité, qui entendait donner une solution plus générale aux rapports entre les grandes puissances dans le sud-est européen après la Guerre de Crimée, les Roumains de Valachie et de Moldavie, provinces sous suzeraineté ottomane, étaient invités à réorganiser leur régime politique par la volonté de deux assemblées ad hoc convoquées en septembre 1857. Leurs propositions seront partiellement entérinées et largement développées par la Convention conclue à Paris en août 1858 par la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Turquie, l'Autriche, la Prusse et le Royaume de Sardaigne. Voilà pour le contexte. Le texte, quant à lui, est signé par Emanoil Kinezu, écrit d'habitude Chinezu et parfois Quinezu.

Né en 1817, comme fils d'un magistrat aisé de Craiova², Emanoil Chinezu étudie l'histoire et le droit à Bucarest et à Paris³. Rentré de Paris en 1848 il se met au service du gouvernement révolutionnaire. Il part ensuite en exil, en France et en Italie. Revenu au pays, il rédige en avril 1857 à Craiova, avec Petre Opran, un manifeste, *Les doléances des Roumains*, où, tout en affirmant la primauté du principe de l'égalité devant la loi, il pose comme objectif politique de la modernisation roumaine la conciliation entre le travail et la propriété dans le milieu rural⁴. Deux ans plus tard, en août 1859, bien que député, il est arrêté par le gouvernement modéré en tant que membre d'un groupe radical (qui comptait aussi C.A. Rosetti et Nicolae Orășanu) qui aurait travaillé à la «réalisation du rêve absurde d'une république sociale et égalitaire»⁵. Avocat à Craiova de 1864 jusqu'à sa mort en 1878. Plusieurs fois député. Brièvement maire de sa ville et président du conseil départemental Dolj.

À ce jour, le plus complet portrait de Chinezu a été brossé par lui-même, dans une pétition de février 1869:

«Je suis l'un des plus anciens membres du parti national et libéral de notre pays. Quand les coryphées d'aujourd'hui, bien que plus âgés que moi, servaient comme junkers et ne rêvaient pas de s'engager dans de

¹ Un seul article, très court, sans notes et références, lui est consacré: Cosmin Lucian GHERGHE, «The 1857 Constitution Project», *Revista de Științe Politice* 6, 2005, pp. 64-69.

² Sur sa famille: Cosmin Lucian GHERGHE, «Emanoil Chinezu. Personalitate remarcabilă a Craiovei secolului al XIX-lea», *Arhivele Olteniei s.n.*, 16, 2002, pp. 80-82. L'auteur reste le seul chercheur à consacrer plusieurs études à Chinezu, dont «Emanoil Chinezu și Conferința de la Paris, martie 1856», *Oltenia. Studii și Comunicări*, seria Arheologie-Istorie, XIV, 2002-2003, pp. 62-65 et «Emanoil Chinezu, reprezentant de seamă al liberalismului românesc», *Revista de Științe Politice* 4, 2004, pp. 54-70. Malheureusement, tous ces articles ne sont que d'une utilité très limitée, étant rédigés d'une manière négligente et sans convoquer de références primaires et secondaires pertinentes.

³ Cosmin Lucian GHERGHE, «Contribuția lui Emanoil Chinezu la dezvoltarea dreptului românesc», *Revista de Științe Politice* 14, 2007, p. 78.

⁴ IDEM, «Contribuția lui Emanoil Chinezu la redactarea programului unionist craiovean», *Analele Universității din Craiova*, seria Istorie, 8, 2002, pp. 141-147.

⁵ Apostol STAN, Mircea IOSA, *Liberalismul politic în România*, Editura Enciclopedică, București, 1996, p. 86.

telles luttes, que peu de gens comprenaient à l'époque, moi, en tant que jeune étudiant, faisais partie de l'Association nationale connue par le nom de „Filarmonica” à côté des Messieurs Eliad, Câmpineanu, Văcărescu, Aristid, Costache Filipescu Grosu et beaucoup d'autres. Si, pendant trente années, je n'ai pas fait du bruit comme homme des gouvernements, comme homme des régimes qui se sont succédés trop nombreux et trop souvent dans notre pays, on ne saurait nier que j'ai toujours tenu une conduite droite, conséquente et constante. Je ne me suis jamais allié ou coalisé avec d'autres principes, même au nom des intérêts supposés du pays. J'ai préféré plutôt être regardé comme une nullité que de faire du bruit autour de ma personne, aux dépens de la modestie et des principes. Pourtant, je ne manque ni d'ambition, ni ne suis aussi sot que certains voudraient le croire. J'ai concentré toute mon ambition dans une vie de principes absolus et de moralité, en croyant qu'ainsi je pourrai rendre à mon pays et à l'humanité plus de services qu'en essayant de conquérir de pays, gagner de batailles ou siéger maintes fois comme ministre»¹.

Paroles d'un auteur et militant politique qui se sentait déjà condamné au dérisoire par une direction libérale autoritaire qui allait confectionner en 1875 un parti national, dynastique et hiérarchique, plus au centre que les mouvements, factions et tendances «rouges», radicales, égalitaires et républicaines issues de la Révolution de 1848, et dont Chinezu se réclamait sans répit et compromis. Cette marginalité imposée par les hauts responsables libéraux, dont Chinezu mettait en cause la sensibilité libérale même, fut reconduite par la littérature critique. Le projet de constitution confectionné par Chinezu est, sur la longue durée, ignoré tant par les constitutionnalistes et les historiens du droit², que par ceux des idées politiques³.

Pourtant, la production intellectuelle d'Emanoil Chinezu n'a été ni insignifiante, ni médiocre. Il a traduit en roumain le *Tableau historique de la diplomatie* du Comte de Garden (Craiova, 1857), *L'Esprit des lois* de Montesquieu (Bucarest, 1858), le *De officio hominis et civis* de Puffendorf⁴, ainsi et qu'un abrégé des *Eléments de philosophie morale* de Friedrich Wilhelm Daniel Snell (Craiova, 1869). Il a aussi publié en tant qu'auteur au moins huit livres, de dimensions inégales, en roumain: *Constituțiunea României reîntegrată, sau schiță pentru o constituțiune în România* (Bruxelles, 1857), *Revoluțiunea din anul 1848 a Românilor de la Dunăre sau misterele politice în Principate*, (Bucarest, 1959), *Pledoaria în procesul de succesiune al repausatului Nectarie, egumenul de la Cozia* (Craiova, 1864), *Epistolă către redactorii gazetei din București «Dezbaterile»* (Bucarest, 1866), *Studii politice asupra României. Articole de diare și pamflete*

¹ Cosmin Lucian GHERGHE, «Emanoil Chinezu. Personalitate remarcabilă a Craiovei secolului al XIX-lea», pp. 85-86 (notre traduction en français).

² E.g. Valeriu ȘOTROPA, *Proiectele de constituție, programele de reforme și petițiile de drepturi din țările române în secolul al XVIII-lea și în prima jumătate a secolului al XIX-lea*, Editura Academiei R.S.R., București, 1976; Mihai T. OROVEANU, *Istoria dreptului românesc și evoluția instituțiilor constituționale*, Editura Cerma, București, 1992; Radu CARP, Ioan STANOMIR, Laurențiu VLAD, *De la «pravilă» la «constituție». O istorie a începuturilor constituționale românești*, Nemira, București, 2002; Ioan STANOMIR, *Libertate, lege și drept. O istorie a constituționalismului românesc*, Polirom, Iași, 2005.

³ E.g. Vlad GEORGESCU, *Istoria ideilor politice românești*, Ion Dumitru Verlag, München, 1987.

⁴ Cette traduction est mentionnée par Cosmin Lucian GHERGHE, «The 1857 Constitution Project», cit., p. 68.

(Bucarest, 1866), *Cum să se dea România pe mâna românilor. Șase epistole către Gazeta Transilvaniei* (Craiova, 1869), *Instrucțiunea publică și politică a noastră de astăzi. Răspunsul la discursul domnului Titu Maiorescu pentru suprimarea celor patru catedre de la Iași* (Craiova, 1871), *Adevărul asupra căderii ministerului Brătianu sau liberalismul și istoria lui în România* (Bucarest, 1871). Auxquels s'ajoutent deux petits ouvrages en français: *Les principautés danubiennes devant le droit public européen* (Craiova, 1862), *Question bessarabienne. Lettre d'un paysan du Danube à un Russe: réponse à la lettre de M. Alexandri publiée dans le Journal de Bruxelles* (Le Nord, Paris, 1878). Parmi ses références se trouvent Platon, Aristote, Cicéron, James Harrington, Rousseau, Gaetano Filangieri, Kant, Hegel et, surtout, Benjamin Constant, marque d'un instinct libéral sûr.

Constituțiunea Romaniei reintegrată se présente comme un petit volume in-8^o de 124 pages. L'exemplaire utilisé pour l'édition qui suit se trouve dans une collection privée de Bucarest et porte sur la première page une dédicace autographe de l'auteur à Vasile Maniu: *omăgiu D. B. Maniu de autor, Em. Chinezu*.

Le texte, imprimé en alphabète de transition (quelques lettres latines insérées de manière non systématique et souvent aléatoire parmi les graphèmes cyrilliques), a été transcrit selon la méthode phonétique interprétative en conformité avec les règles orthographiques actuelles de la langue roumaine. Font exception à cette règle les formes qui consignent, ou semblent consigner, une réalité phonétique.

J'ai gardé partout la forme **Romania** (au lieu de *România*), qui ne correspond pas à la réalité phonétique du milieu du XIX^e siècle, mais qui s'avère un choix d'orthographe à signification politique.

J'ai éliminé partout la vocale **ũ** finale sans valeur phonétique; **î** dans le corps des mots été uniformisé selon l'orthographe actuelle; **e** en début de syllabe a été transcrit par *ie* (ex.: *eși = ieși*, *trebue = trebuie*); **s** entre deux voyelles et devant une consonne sonore, comme en *ilusiune*, *desvoltare*, *isvor* etc., a été transcrit comme *z*; **ș** en position finale a été transcrit par [s] doux: *acelaș = același*.

Quand la forme de certains néologismes a été considérée comme ayant pour l'auteur une valeur phonétique, on l'a gardée en tant que telle; ex.: *princip* (pour *principiu*) *monarșie*, *oligarșie*, *dimocrație* etc. Dans tous les autres cas, la graphie a été modernisée (e.g. *mitinguri* pour *meetinguri*).

Certains noms propres (*Cicero*) ont été transcrits selon la pratique orthographique actuelle (*Cicero*), tandis que les noms propres étrangers ont été transcrits comme dans leur langue d'origine (*Washington* pour *Vasinton*, *Rousseau* pour *Ruso*).

J'ai gardé certaines formes archaïques du type *umer*, ainsi que de formes habituelles à l'époque, que l'auteur utilise de manière (presque) conséquente: *gouvernement*, *secul*, *infine*, *punt*, *limbagiu*, *popul*, *partit*.

J'ai procédé par contre à la modernisation de l'orthographe dans les situations suivantes: *cării = cărei*, *tot-d-auna = totdeauna*, *preste = peste*, *dupe = după*, etc.

Pour la troisième personne au pluriel du verbe *a fi*, l'auteur emploie de façon alternative *sunt* et (plus rarement) *sânt*; j'ai conservé cette inconséquence graphique.

Les tournures inhabituelles de certains mots qui s'expliquent par l'influence de l'étymon ou de la forme grammaticale de base (ex.: *răstornare*, *existință*) dans le cas des dérivés ont été conservées comme telles. Cependant, je n'ai pas gardé la forme du génitif-datif en **ei** (ex.: *omenirei* transcrit *omenirii*, *inimei* transcrit *inimii*).

/1/ CONSTITUȚIUNEA ROMANIEI.
 /2/¹
 /3/ CONSTITUȚIUNEA
 ROMANIEI,
 REINTEGRATĂ.
 SAU SCHIȚĂ PENTRU O CONSTITUȚIUNE ÎN ROMANIA
 DE
 EMANOIL KINEZU.

„Corrigez, s’il se peut, les abus de votre constitution; mais ne meprisez pas celle qui vous a faits ce que vous êtes.”

J.J. Rousseau, *Considérations sur la formation d’un gouvernement en Pologne*, Chap<itre> I.

Bruxelles.
 Imprimerie de E. Glyot & Stafluaux Fils.
 Rue de Schaerbeeck 12.
 1857
 /4/²
 /5/ PREFAȚA.

Multă lume, nici cunoscând bine instituțiunile noastre, nici ostenindu-se a face o comparațiune între dânsule și idealul ce timpul voiește a realiza în societatea politică modernă, cred, sau se fac a crede, că țara se bucură de instituțiuni urâte, rele, necompatibile nici cu progresul seculului, nici cu trebuințele locale, nici cu orânduiala publică, nici cu puterea și prosperitatea națională, nici cu tăria unui stat, și profesă pentru dânsule un mepriz magistral și intențiuni manifeste de răstornare.

Ne încercăm aci a le face cunoscute, a le reintegra, de se poate.

Cunoaștem prea bine că întreprindem un lucru greu, fiindcă avem a ne lupta /6/ cu un verdict cam general și antic; cu toate acestea, convicțiunea noastră nu este mai puțin întregă că sunt mai mult necunoscute și nesocotite decât rele. Apoi dacă, ca să le aducem la perfecțiunea ce timpul și împrejurările de astăzi reclamă, este adevărat aceia ce zicem într-un loc că „nimic nou în constituțiunea noastră decât redacțiunea”, nu știu pentru ce să nu ținem la dânsule ca la lucrul cel mai sacru al patrii noastre, ca la numele și la existența noastră, ca la însuși patria noastră infine. Nu știu pentru ce să nu dăm umerul unul cu altul ca să le susținem, să le sprijinim și să le facem să triumfe în contra tuturor acelor ce găesc în interesul lor de a le acoperi ori a le ascunde, de a le amorți ori vicia, de a le discredita ori a le ținea în nulitate, ba încă de a le strivi când pot.

Pentru mine, socotesc că această reputațiune ce nu merităm este un act de politică machiaveliană; ne-a făcut-o inimizii noștri. Ei au voit a ne înfățișa ca un cuib de neorânduială, de mizerie și ticăloșie, pentru ca uzurpațiunile în contra /7/ noastră să pară mai mult o bine-facere din punctul de vedere al umanității, decât o violațiune barbară precum în realitate ar fi fost.

Dacă noi singuri nu ne vom lupta a face lumină peste noi, lumină nu se va face; fiindcă deși am încetat de a fi un obiect de convoată pentru unii, dar nu

¹Page blanche.

²Page blanche.

trebuie să uităm că suntem încă obiect de grijă pentru mulți; și dacă solitudinea și dispozițiunile și-au schimbat locul și scopul, dar nu și-au schimbat întru nimic simțământul și culoarea.

/8/¹

/9/ **SCHIȚA PENTRU O CONSTITUȚIUNE ÎN ROMA.**

„Oamenii fac autoritate în lume nu prin geniul lor, ci prin adevărurile ce reprezintă.”

PRECUVÎNTARE.

Dacă ambițiunea de a domina peste ceilalți este un resort al dorinței perfecțiunii, dacă această pasiune este legitimă în oarecare hotare, dar nu știu când poate fi mai nobilă decât când aspiră a da legi omenirii. În revanșe, nimic nu este mai greu, mai cu anevoie, dacă nu cu neputință.

Pe lângă o morală strașnică de convicțiune și de toată încercarea, pe lângă o moralitate pură ca divinitatea lui Dumnezeu, trebuie a împreuna cineva o simțibilitate /10/ delicată, o inteligență limpede, o rațiune pătrunzătoare. Trebuie a poseda unul din acele caractere mari ca lumea de care are a se ocupa, dedegnând materia de care se găsește circonscriș ca să se absoarbă în contemplațiunea spiritului; și acolo asistând la trecere secolilor, având înaintea ochilor lumea ce a trecut și lumea ce trece, să combine, după o tactică puizată în sursa divină, planul marșelor și al contra-marșelor omenirii.

O cunoștință profundă de inima omului, un tact perfect de pasiuni sunt de o necesitate anormală pentru un legislator, căci din jocul lor are a-și menaja durata și bunătatea instituțiilor sale.

Nu este dar deloc de mirare dacă, înaintea oamenilor bine cugetători, Licurg, Solon și Washington trec de Eroii cei mai mari ai lumii noastre.

Dar dacă cineva nu poate ajunge acolo, nu este însă culpabil când o dorește. Ca sârmani naufragiați în fața unui țărș, toți avem dreptul a înota sau a atinge coasta ospitalieră cine poate.

Aceasta socotesc va tempera puțin /11/ tranzițiunea între pomposul început al acestei prefațe și cutezarea finitului în care anunț că m-am ocupat și eu de legislațiunea patriei mele.

Iată dar o operă ce am scos *a posteriori* nu *a priori*, adecă din observațiune și din practică, iar nu din mintea noastră sau din rațiunea supremă. Dacă va fi bună nu pretindem a avea nici un merit deosibit, iar de va fi rea, nu socotim cu drept de a fi osândit dacă, excitând critica vom putea contribui servind de punct de plecare la alta mai bună.

Opera este într-adevăr mică, dar pretențiunea noastră este foarte mare. Este de a restabili, în adevărata lor însemnare, un rând de idei politice în care domnește o confuziune grozavă pentru că toată lumea nu le dă același înțeles. Zicerile Dimocrație, Republică, Despotism, Monarhie, Aristocrație nu sunt înțelese tot într-un fel, și ce este mai rău, nu sunt practicate în înțelesul lor propriu.

Așa am socotit a concilia, instituind și constituind, adecă circonscriind, autoritatea și libertatea în cetate după adevăratele /12/ lor baze și atribuțiuni ce trebuie a avea. Căci cu toată incompatibilitatea ce se par a avea, cu toată întrinseca

¹ Page blanche.

lor predispozițiune de a impieta una asupra tărâmului celeilalte, cu tot antagonismul ce după propria lor natură ne vor înfățișa totdeauna în spectacol, dar nu este mai puțin adevărat că, fără dânsule o cetate nu poate exista ba încă nici nu poate fi înțeleasă în fapt.

Și precum pentru fericirea omului suntem nevoiți a concilia prevederea lui Dumnezeu cu liberul arbitru al omului, asemenea pentru fericirea cetății suntem datorii a concilia autoritatea cu libertatea și vice versa.

/13/ INTRODUCȚIUNE.

Progresul este cuvântul acestui enigmat ce numim: Lumea. Fără dânsul nici spațiul nici timpul nu ar putea exista, lumea ar cădea în caos, ori, mai bine nu ar fi putut ieși dintr-însul.

Progresul este de la Dumnezeu, de la om sunt numai treptele lui. Spiritul și materia, moralul și fizicul creaturii sunt astfel combinate încât aceste trepte trebuie să se manifesta neapărat. De aceea vedem că omul ca și planta cu toată independința puterii și voinței sale, dar trebuie să păși¹ pe calea progresului. Cine a putut vreo dată a-i pune stavilă. Ea succede ca zilele anului, ca ani secolilor, momente regulat lăntuite ale bătrânului univers.

Această necesitate nu trebuie să întina deloc libertatea cu fatalitatea. Noi existăm necesar, fatal, fără știrea noastră, dar cu toate acestea nu suntem mai puțin liberi. Asta este atotputernicia creatorului de a împreuna cele cu neputință. Deși avem conștiința intimă a existenței noastre, dar suntem o creatură; nu suntem precum am voit, ori precum voim a fi, ci precum creatorul a voit și voiește. Avem o independință relativă ca toate atributele omenești, iar nu absolută ca a atributelor divinității. Avem în noi elementul independinței și în același timp și p-al dependenței. Suntem liberi a nu păși pe calea progresului /14/ și cu toate acestea trebuie să pășim pe dânsa tocmai pentru aceasta că suntem liberi. Ciudată alternativă a finitului ființei noastre, a pluti între fatalitate și libertate, dar care nu este mai puțin un fenomen real și efectiv! Este tot acea chestiune, vecinica deconfitură a filosofiei, piatra de așopement a spiritului nostru: providența creatorului și liberul arbitru al omului. Aceste principii mai ales au predominat pe rând în credințele noastre morale, și rațiunea nu ne arată că ne putem lepăda de nici unul din două.

Pentru că progresul ne vine de sus, de aceea îl vedem atât de strâns legat cu credințele noastre religioase ba încă rezultând imediat dintr-însele. Progresul a adus filosofia politică, instituțiunile politice ale omului; așadar trebuie să suferi, în trecut, influința progresului în variațiunile lui, și va trebui să o suferi și în viitor.

Dumnezeu impoză omului prin mărirea operilor sale, omul cade în sabeism, adoră pe Dumnezeu în tot ce îi este superior; progresul s-a ivit, soarele, stelele, focul, părinții toate devin obiecte de cult; neștiința; lumea asiriană: *Patriarhalismul*.

Omul degaje divinitatea de reprezentați<ile> ei; progresul face un pas, cade la fetișism; adoră pe Dumnezeu în toate lucrurile, dar prin simbolism; fatalismul, castele, soarta cu jugul său de fer și implacabil; lumea egipteană: regii sunt simbolul divinității pre pământ: *Despotismul tiranic*.

Omul speră reprezentațiunea divină, concentrează divinitatea în creatura cea mai perfectă; progresul face încă un pas; omul cade la adorațiunea individualității sale, se identifică cu Dumnezeu; Libertatea, lumea greacă; omul recunoaște

¹ Écrit *pâși*.

autoritatea individualității sale, independința libertății sale, face din persoana sa centrul totului: *Democrația anarșică, Demagogia. /15/*

Omul degaje divinitatea de reprezentățiune, o recunoaște în infinitul puterii sale mai presus de om, personalitatea pere dinaintea lui, individualitatea este sacrificată lucrului public (respublica); subordinațiunea; lumea romană; omul se șterge dinaintea autorității publice ce îi negă personalitatea; cei mai cu multă putere domnesc: *Despotismul oligarșic.*

Omul descopere un al doilea atribut al infinității divine: clemența, blândețea; el nu voiește pierderea păcătosului, ci să se întoarcă și să fie viu. Omul identifică esența sa cu esența divină, concilie personalitatea sa cu autoritatea; federațiunea spiritului cu timpuralul, a individului cu comunitatea; reconciliațiunea; religiunea amorului în puritatea lui spirituală; lumea cristiană; omul se înalță, reconcilie autoritatea publică cu libertatea individului; revoluțiunea lui Crist: *Dimocrația modernă.*

Filosofia politicii.

Mult timp a ocupat mintea mea chestiunea de a alege patrii mele constituțiunea cea mai bună.

Două lucruri a trebuit a mă preocupa mai întâi, lucrul ce ni se înfățișez cu solitudine cea mai de căpetenie la alcătuirea unui edificiu social de asemenea natură.

1. Existența; adecă de a fi cel mai bun putincios pentru o societate de oameni.

2. Relațiunea; adecă de a fi cu poporul pentru care se destină în relațiunile /16/ cele mai favorabile pentru o lungă durată.

Ca constituțiunea să fie bună, trebuie a fi astfel încât să nu pună nici o piedică progresului, ba încă a-l favora, a provoca dezvoltarea agenților civilizațiunii ce sunt în om, adecă a deștepta rațiunea și simțimentul libertății ce sunt esența prin excelență a omului, până a le da caracterul ce trebuiesc a avea într-însul.

Ca constituțiunea să fie durabilă, trebuie a fi astfel cu omenirea pentru care este destinată, încât a mulțumi dorințele, a îndestula tendințele, a nu froasa susceptibilitățile prezente și viitoare, simțimentul momentului, suvenirea trecutului, tradițiunea și speranțele.

¹Aci trebuie să însemnăm că mulți mai adaog că o constituțiune trebuie să fie conformă moralității, inteligenței și cunoștințelor populului pentru care se destine. Stăruim asupra acestui punct că dacă această aserțiune poate avea, în parte, oarecare adevăr pentru că în ființă o constituțiune și mai vârtos constituțiunile democratice ca să-și poată realiza scopul, trebuie a fi înțeleasă și bine simțită, dar // în tot este falsă și rătăcită, căci este o piedecă progresului. Aceasta este numai o metodă a unui partit politic, dar nu a logicii omenesti. Este un sofismat prin care despotismul dominând se apără în contra progresului ce îl atacă; fiindcă observațiunea istorică ne arată că așezămintele dezvolt ori strivesc inteligența și moralitatea. Și apoi după această socoteală, progresul nu ar fi niciodată cu puțință; societatea s-ar învărti într-un cerc vicios de restricțiune și ignoranță.

Aceasta ar alcătui bunătatea de fond. Iar încât pentru bunătatea de formă, mecanismul /17/ ei trebuie astfel combinat încât funcționând să nu poată niciodată adormi și atât de simplu încât să nu se poată niciodată incurca.

Atunci numai se poată realiza acea strânsă unire și solidaritate între societatea și guvernamentul ei, care este elementul cel mai tare al puterii unei națiuni.

¹ Paragraphe en note en bas des pages 16 et 17.

În două chipuri puterea ce creează constituțiunea apare asupra cetății: sau vine de sus și întinde brațele sale protectuitoare asupra omenirii ce are a domina. Atunci respectul și frica sunt impresiunile ce aduce; supunerea este neapărat singura determinațiune a activității omenesti. De aceia puterea în această condițiune este mai nealterabilă. Această constituțiune /18/ întocmește guvernelele despotice, ori concentrând puterea într-o singură unitate care se numește autocrație, ori concentrând-o într-un corp care se numește oligarșie. Sau se ridică de jos și întinde asemenea brațele sale protectuitoare asupra omenirii ce are a domina. Atunci amorul este singura impresiune ce aduce, ca pentru un lucru al său. Discuțiunea ca să cunoască și să vadă cineva dacă cu adevărat este conformă dorințelor sale, este neapărat prima determinațiune a activității omenesti. De aceia puterea în aceste condițiuni este durabilă și tare, ori slabă și clătinându-se după cum este, ori nu, conformă legilor destinatei sale. Această constituțiune întocmește guvernelele democratice; ori concentrând puterea într-o singură unitate, care se numește monarșie, astfel fu guvernamentul Domnilor noștri din vechime; ori concentrând-o în mai multe individe ca delegați ori reprezentanți ai totalității societății, care se numește aristocrație.

/19/ N.B. Dacă noi numim aci monarșie guvernamentul unuia și aristocrația guvernamentul celor mai buni din popor, nu va să zică că înțelegem această delegațiune, pusă asupra unuia ori asupra mai multora dintr-un popor, a avea dreptul de a trece la moștenitori, ori a fi pe viață, ori pe un termen mărginit. Aceia ce își dau monarhul ori aristocrații în virtutea aceliași facultăți, pun și termenul ce găesc cu cale, precum își pun delegații.

Ohlocrația este ca și anarșia; puterea nu poate a se degaja ca să întindă brațele sale protectuitoare asupra societății; fiecare este la rândul său protector și protegiat.

Nu știu dacă guvernelele despotice ori cele democratice sunt mai bune. Bunătatea lor este de multe ori relativă. Societăților ce sunt încă în barbarie, despotismul este mai propice că le silește a ieși dintr-însa; iar societăților ce au pășit pragul barbariei, democrația este mai propice, căci le deschide și le împinge pe drumul dezvoltării, în loc că despotismul le ține înțelenite ori le lasă a păși foarte încet. Dar aceia ce știu cu încredințare că este rău, sunt guvernelele curcite, care nu sunt nici despotism, nici democrație, ci sunt și una și alta. Societatea simte durerea tirailmentelor, fără a-și putea găsi vreodată tămăduirea. /20/ O luptă de moarte și eternă se păstrează în sânul ei, căci victoria nu poate fi niciodată a nimănu.

Condițiunea guvernelor despotice fiind supunerea, ele nu pot permite nici discuțiune nici libertate fără a se ataca pe sine însuși. Acele concesiuni ce se arăt că fac sunt minciuni, căci aceia ce numesc discuțiune și presă nu este astfel dacă ele nu au o voință proprie, ci au pe aceia ce guvernamentul le concede; ele sunt atunci, drept vorbind, despotismul discutând ori tipărind.

Guvernelele democratice, din contra, nu pot împiedeca discuțiunea și tiparul în desăvârșita lor libertate, fără a se ataca pe sine singure. Acele restricțiuni și mărginiri ce se silesc a pune acestor agenți slăbesc, d-a dreptul, condițiunile lor vitale. Și iată cum: în aceste guvernelele puterea este cu atât mai tare cu cât societatea peste care domin le iubește mai mult; și sunt cu atât mai iubite cu cât se pare societății că călătoresc pe cărarea binelui comun. Dacă dar discuțiunea și tiparul întâmpină /21/ piedeci, societatea nu poate cunoaște când guvernamentul umblă ori nu pe această cărare; lipsa unei asemenea convicțiuni slăbește într-însa amorul, și astfel se infirmă singura proptă a acestor guvernelele; puterea lor dispare cu încetul, guvernelele se poticnesc, se surpă și cad.

Corolar I. Mi s-a părut totdeauna că democrațiile cad nu pentru că esența lor nu este de natură a constitui guvernele puternice și durabile, precum mulți sunt dispoziți a crede, ci pentru că necunoscând bine datoriile prescrise de principul lor constitutiv, se aviză a maimuța faptele guvernelor despotice, fapte ce, derivând dintr-un guvernament de esență cu totul opozită, procură și rezultate iarăși opozite, adică în loc de a se întări le surpă. Tot asemenea se întâmplă și cu despotismurile când maimuțez și ele vice versa faptele guvernelor democratice.

¹Autocrațiile temperate prin reprezentațiuni mai mult ori mai puțin populare și care se numesc monarșii constituționale sunt în cazul acesta.

Corolar II. Soliditatea staturilor despotice o face prestigiul, iar p-a staturilor democratice, energia. Suflarea vânturilor contrarii ce împrejurări neprevăzute aduce, de multe ori, peste staturile, răspândește foarte lesne prestigiul și staturile constituate pe dânsul nu au alt a face decât a peri pentru eternitate. Dar cu energia nu este așa, din contra, o atâță, o mărește, o deșteaptă și o întărește. Ca să zic așa; staturile cad foarte greu; și apoi căderea lor nu /22/ este niciodată definitivă; ele nu întârziez de a se rădica mai totdeauna din ruina lor mai tari și mai puternice, puizând în chiar nenorocirile lor o nouă viață.

Un bun guvernament este acela ce grupează împrejurul său cuvântul său de ordin: Despotismul, supunerea; Democrația, libertatea.

Acestea din punctul de vedere politic, iar din cel moral dreptatea este de esență amîndurora, și fără dânsa un guvernament nu are rațiune de a fi.

² Kant specifica forma guvernelor prin combinațiunea următoare:

† Puterea – Legea – Libertatea = Barbaria.

† Puterea † Legea – Libertatea = Despotismul.

– Puterea † Legea † Libertatea = Anarșia.

† Puterea † Legea † Libertatea = Republica.

Guvernele democratice după natura lor de a procedea dintr-o voință mobilă a generațiilor ce se succed, nu suferă nici moștenirea, nici terminarea celor lungi; în timp că guvernele despotice ce procedea dintr-o voință de sus și nealterabilă, nu pot fi decât moștenitoare și eterne.

Despotism cu libertăți sunt lucruri tot atâtea goale de înțeles cât și o aristocrație /23/ fără libertate, adică cu moștenire și cu cenzură. Sunt guvernele de acelea curcilele ce am zis a fi cele mai rele din toate; sunt lucruri de o rațiune de a fi particulară, iar nu publică; de aceia sunt și cele mai turburate și cele mai șubrede.

Dar dacă un legislator trebuie a căuta combinațiunea cea mai priitoare unei aglomerațiuni de oameni, dar trebuie asemenea a ține socoteală și de condițiunile în care se află această aglomerațiune care, din acest punct de vedere, se numește națiune.

Caracterul, năravurile, obiceiurile când sunt contrariate fac mai de multe ori a avorta întreprinderile cele mai înțelepte. A respecta tradițiunea și credințele antice, când nu pun piedecă rădicării unui nou edificiu social, nu numai este o sacră datorie, ci este încă un element puternic de succes. Palingenesia este o extremitate,

¹ Paragraphe en note en bas de la page 21.

² Paragraphe en note en bas de la page 22.

ca oricare revoluțiune, la care nu avem dreptul de a alerga decât numai când toate celelalte drumuri ne sunt închise. Istoria ne arată /24/ îndestule exemple că în asemenea transformațiuni nu prea este bine a rupe cu tradițiunea așa de lesne.

Apoi am avut ocaziune de a cunoaște că de câte ori lângă un spirit cu resurse și bogat în brilante concepțiuni de utopii politice s-a găsit și o inimă nobilă și cu căldură pentru patrie nu a dedagnat a coborî santa și nepătata lor combinațiune din înalta regiune în care s-a format ca să o aplice cetății națiunii sale, cât de bătrână, vicioasă, putredă, ba și criminală de ar fi fost. Platon, Aristotel, Cicero, Harrington, Filangieri nu făcură decât a diviniza legile patrii lor. Ei se siliră a reduce cetatea în care trăiau la tipul rațiunii supreme, dar nu o zdrobiră ca pe ruinele ei să-și întemeieze contemplațiunea.

Studiind tradițiunea noastră politică ceva mai profund o găsim foarte democratică; și dacă o găsim în condițiuni de rătăcirii numeroase, dar viciul ni se pare în aplicațiune nu în principiu.

¹ Ne va putea obiecta cineva într-adevăr cu toată democrația cetății romane, dar nu lipsi de a duce // patria pe coasta fatală unde prea bine a se pierde dacă împrejurări cu totul exterioare nu ar fi venit din întâmplare a o mântui.

La această obiecțiune răspundem și noi cu o întrebare:

1. Unde ar fi fost dusă biata Romanie cu instituțiuni mai puțin democratice de către imperioasele împrejurări ce o striveau cu colosala lor influență?

² Rousseau zice vorbind despre Poloni: „C'est au sein de cette anarchie qui vous est si odieuse que se sont formées ces âmes patriotiques qui vous ont garanti du joug“ (*Considérations sur la formation d'un gouvernement en Pologne*, Chap<itre> I).

Nu credem că ar fi putut a se stricora mai sănătoasă prin această primejdioasă Scyla și Caribda prin care din fatalitate avu a trece. Nu credem că ar fi putut ținea în contra furtunelor ce o bătură cu atâta furie. Dar credem că această simfonie a Romanilor cu inimizii lor, care astăzi ne înfățișează o atât de însemnătoare discordanță, ar fi într-un acord perfect, căci în țară, fără principul democratic o armonie perfectă s-ar fi așezat între popor și guvernanții săi. Credem că Romani<i> ar fi făcut cauză comună cu vânzătorii lor, fenomen ce observăm la toate societățile constituate pe principie altele, vez<i>, spre exemplu, cum Muscalii și toate națiunile din imperiul rus fac cauză comună cu apăsători<i> lor în contra propriilor lor interese. Credem că cu o // oră mai-nainte cetatea romană ar fi fost așezată cu cea mai mare liniște și bună voință în fundul prăpastii de unde ar fi avut a mai ieși poate.

Vez<i> spre exemplu tristul spectacol ce ne înfățișează cetatea romană după regenerațiunea sa dărăpănătoare prin tractatul de la Balta-Liman, regenerațiune prin care Rusia și Turcia, zdrobind principul ei democratic, voiră a ne familiariza cu cel despotic. Fosta vreodată cetatea romană mai prostituată voințelor și intereselor streine decât prin acele ticăloase instituțiuni ce ei numiră ca să-și răză neapărat: obștesc Divan și Domnie.

2. Gândim oare că esența democratică a societății romane despre care până astăzi dete totdeauna dovezi atât de vii și necontestabile a contribuit puțin la mântuirea noastră de astăzi? Credem că o dispozițiune atât de magistral ostilă despotismului a contribuit puțin a ne mântui, cel puțin astăzi când democrația poate arunca sabia lui Brennus în cumpăna politicii.

¹ Paragraphe en note en bas des pages 24-27.

² La référence à Rousseau est descendue en note en bas de la page 25.

Dar iarăși cunoaștem prea bine că principul democratic, carele se place mai cu osebire a se găsi în alianță mai bine cu dreptatea decât cu siluirea este cauza smeritei noastre pozițiuni de astăzi. Romania, cu constituțiunea fizică a populațiunii sale, cu bogăția țărâmului ce locuiește, cu împrejurările și pozițiunea favorabilă în care s-a aflat, în centrul // anarșiei unor popoare mici și jaluze între dânsele, asupra cărora avea o netăgăduită superioritate de constituțiune despotică, ar fi putut realiza un imperiu mult mai mare și în condițiuni mult mai favorabile de putere și durată decât înființară în urmă Muscali<i>, Austriani<i> și Turcii. Despotului roman ar fi fost lesne a se alia când cu unii, când cu alții ca să-i poată supune pe rând unul după altul; și astfel cu elementul roman organizat ce ar fi avut în mână a-și organiza un imperiu puternic și zgomotos. Dar Romanul a interzis Domnului său de a-i prodiga sângele decât pentru apărarea dreptului. Amorul libertății sale este cauza de nu are astăzi acea putere efemeră, această glorie putredă și trecătoare care face încă puterea unor staturi ce au fost nimic până ieri. Ba încă ajunse a fi sacrificiul lealității sale și cât p-aci de a se pierde cu totul dacă prevedința nu ar fi venit a-l mântui.

Dar oare invidiem noi soarta băntuitorilor noștri? Între despotismul ce cade și democrația ce se rădică, pe care alege cineva mai bine? Între vestejita roșiață a despotismului înspăimântat și umilit și fresca roșeață a democrației făloase și triumfând, pe care din două am prefera a pune pe fața noastră, chiar când nedreptatea nu ar repugna rațiunii noastre, chiar când simțimentul libertății<i> n-ar revolta inima noastră? Contrastul istoric este prea frapant ca să nu poată fi băgat în seamă.

Societatea /25/ noastră politică, așadar ca să fie constituită nu are trebuință a fi răstornată, ci îndreptată, pusă pe calea cea bună.

Dacă dar democrația fiind guvernamentul cel mai bun după opiniunea comună a timpului nostru este în același /26/ timp și conformă tradițiunii noastre antice; democrația, așadar fie guvernamentul Romanilor.

Dar nu este destul atât.

Dacă izvorul determinațiunii noastre la alcătuirea cetății romane este democrația /27/ dar materialul cu care avem a începe clădirea acestui edificiu ne lipsește încă.

Cu ce într-adevăr vom zidi cetatea Romanilor?

Asta nu duce, neapărat, a ne întreba.

Ce este o cetate?

/28/ Cetatea este o legătură civilă între oameni strânși în societate; legătură morală ca și legătura de sânge în familie. Din chiar natura cetății dar, că această legătură trebuie să fie obligatorie de o potrivă pentru toți, este *egalitatea* în cetate.

Această legătură însă este numai în stare de proiect; nu este nici realizabilă, nici de o durată îndelungă dacă oameni<i> ce au a o întocmi nu se vor apropia unul de altul și nu se vor determina a ajuta unul altuia, ca niște frați, ca să o susțină. Din această al doilea natură a cetății este principul *fraternitate*.

Negreșit că această cetate ce fac oameni<i> nu o fac decât pentru om; trebuie dar a ținea socoteală și de natura omului. Liberul arbitru este acela ce constituie și deosibește pe om. Libertatea individuală dereasă chiar din natura omului; și dacă omul pentru a sa apărare a voit a alcătui o cetate, dar negreșit că nu a putut voi a se lepăda ori a ataca cât de puțin aceia ce mai cu osibire constituie natura sa: liberul arbitru.

/29/ De aci dar sistematul nostru politic va avea:

Principul transcendențial și teoretic, *libertatea*.

Principul aplicativ și practic, *egalitatea, fraternitatea*.

¹ Principele libertate, egalitate și fraternitate ce punem de bază al cetății noastre, nu este un lucru ce luăm din întâmplare ori după modă, sunt principii ce tragem din chiar natura lucrului.

Libertatea iese din chiar natura omului, din liberul său arbitru. Fără dânsa morala nu ar fi cu putință.

Egalitatea iese din chiar natura așezământului cetății de a chezașui tuturor de o potrivă libertatea.

Fraternitatea iese din datoria de a sprijini cetatea ajutându-ne unul pe altul. Este o legătură morală mai îndatoritoare decât a sângelui, căci este din convicțiune și prin consimțiment.

Încă, nici o cetate fără dânsa nu poate exista. Când ele lipsesc din centrurile oamenilor, observă bine, acolo nu este decât o aglomerațiune de oameni strânși prin silă și ținuți iarăși asfel, în care nici cetate, nici om nu poți găsi, adică nici lege, nici umanitate, nici siguranță, nici personalitate. Oamenii sunt căzuți din condițiunea de om în treapta de animale și cetatea este un lucru ce strivește în loc de a protege.

Iar încât pentru baza constituțiunii noastre sociale punem de principii *familia și proprietatea*.

Aci iarăși suntem datori a spune că nu am primit aceste principii nici din rutină, nici din neștiință, ci dintr-o convicțiune intimă că sunt singura // combinațiune pentru constituirea socială după principiile pozate: un Dumnezeu creator și morala datorii.

Familia. Observând puțin această divină creatură, omenirea, ca un singur individ, o vedem destinată, după conformitatea sexelor, la o societate intimă, la o asemenea apropiere între sexe încât, între două ființe de sexe diferite, personalitatea pere, ca să zicem așa, și dă loc unei alte individualități care având una și aceeași voință, din cauza unei perfecte identități, ne înfățișează sub un fel de individualitate mai generală, *Androgenul* din care se alcătuiește omenirea. Negreșit că această legătură prin excelență naturală dură prin puterea instinctului ce o constituie pre cât voințele sunt libere. Și când considerațiunile pentru care se face vin a lipsi, se găsește de sine ruptă. Astă legătură s-ar putea numi *Familia după legea naturii*. Omenirea intrând în viața civilă nu se poate lepăda de dânsa fără a cădea din condițiunea sa, căci este inerentă de natura omului (după noi, eunuhi și călugări nu sunt socotiți a face parte omenirii; ei sunt litere moarte, hârtie albă, cum zice vorba). Și fiindcă toate actele noastre în societatea civilă trebuiesc a contura la același scop comun: păstrarea societății, facerea copiilor ce rezultă din familia după legea naturii este asemenea un act care trebuie a căuta a atinge același scop. Dar principul // fundamental al societății civile este fraternitatea, este de a îngriji de semenii noștri ca de noi înșine. Iată așadar datoria procreațiunii copiilor cum pune fundamentul familiei civile, chiar când un alt cuvânt de instinct firesc și care îl vedem înșădit în toate animalele fără osibire, nu ar veni a milita în favorul datoriei către omenirea în pruncie căreia am dat lumina, dar cuvântul de societate civilă ar fi îndestul ca să facă din familie o condițiune vitală pentru cetate. A voi a zdrobi familia așadar este a voi a zdrobi cetatea, a trece în starea de ne-cetate, a intra în barbarie, a se expune despotismului. Iată dar cum instituțiunea civilă a familiei vine a completa familia după natură, a o perfecționa, a o diviniza putem zice.

¹ Paragraphe en note en bas des pages 29-37.

Legea ce ne supune la dânsa nu se pare bunului nostru simț nici nedreaptă, nici că atacă întru nimic libertatea noastră, deși are aparința. Tocmai, din contra, familia este o consecrațiune a libertății noastre și nu s-ar părea că suntem mai puțin liberi când am fi siliți a nu avea. Compară acum această împovărătoare instituțiune a familiei cu pretinsa libertatea de a nu avea nici familie, nici afecțiune durabilă de sex; sau, cel puțin, nici un fel de garanție în contra degradațiunii acestei afecțiuni, nici afecțiune de copii, nici venerațiune de părinți, și spune-ne mă rog în care din două putem găsi mai multă doză din // fericirea ce neîncetat cătăm pre pământ? Negreșit că acela ce avu întâi trista idee de a voi răsturnarea familiei n-a avut nici mumă care să-l fi iubit, nici amor pentru o femeie, nici copii pentru care să fi simțit. Astfel ar fi putut ști cât o inimă, în care s-a stricorat asemenea afecțiune este superioară aceleia ce soarta a osândit-o a le fi închisă. Cât izolamentul și singurătatea seacă izvoarele inimii și face dintr-însa un tărâm pustiu și sterp, propriu abia culturii interesului. Și că astfel omul nu s-ar putea găsi mai liber sau mai puțin încatenat calculului decât ar fi afecțiunilor. Întreabă apoi pe omul ce le-a avut, el îți va spune mai bine ce este omul ce le are în comparație cu omul ce le-a pierdut ori care deloc nu le-a avut. Ele într-adevăr fac plăgi adânci în inimile noastre, dar sunt plăgi de acelea ce în loc de a ne doborî ne înalță, este plaga ce vânătorul face leului care în loc de a-l abate îl îndârjește, este singura plagă ce nu am voi a vedea vindecându-se. Încă este singurul meziu poate de a ținea omenirea pe calea conservațiunii și a progresului, de a o popri să cadă în amorțeala nepăsării și în nebunia desperării. Eu singur am desprețuit familia, că nu am cunoscut-o: pierderea mumă-mi<i> îmi fu o dureroasă deșteptare.

Sunt departe de a împuta celor ce au căzut pe asemenea cărări nesimțibilitatea ori reaoa credință. // Știu prea bine că tocmai din contra sunt inimile cele mai cu multă sinceritate simbolizând și voind binele omenirii. Credem numai că chiar multa lor dorință de a vedea lumea mai bine decât este îi face de a greși drumul. Astfel nobilul public al filosofului, încântat de înțelepciunea creatorului, merge de a-l căuta ca să-l adoare; îl caută în natura întregă, îl caută în frunzele copaciului ce întâlnește, în tot ce vede și este, în tot ce nu vede și poate fi, în tot ce nu este și nu poate fi. Devine panteist, ateu, negă Dumnezeu ce l-a inspirat, negă tot, negă chiar realitatea. Și cu toate acestea el este superior cu inima și cu rațiunea profanului care crede în simplitate.

Proprietatea. Proprietatea are o relațiune intimă cu libertatea. Cine atacă proprietatea atacă libertatea și vice versa. De aceea, o vedem atacată când de jos, când de sus, dar totdeauna în societățile unde libertatea nu este încă consolidată. Comuniști<i> și reformatori<i> de asemenea clasă nu sunt mai puțin îngrozitori decât dânsi<i>, și ce este mai ciudat, ne înfățișez o strânsă afinitate și de nu o conformitate de priviri. Astă asemănare între despotism și comunism o constituie singurul, dar capitalul punct comun de întâlnire ce au: nesocotirea libertății. //

Dacă în constituțiunile ce tragem în aplicațiunile noastre sociale nu am pierde din vedere puncturile de plecare, principele de bază care trebuiesc a fi izvorul deducțiunilor noastre de multe greșeli fără îndoială ne-am găsi feriți.

Ce este proprietatea?

Proprietatea este un raport între o viață liberă și un lucru care nu are o voință liberă. De aceia numai omul poate avea proprietate, că numai el are o voință liberă. Animalele, deși au și ele o voință și deși se vor găsi de multe ori în condițiune de posesiune, dar nu sunt privite de noi ca proprietari. De

aceia, omul nu poate fi socotit proprietate, fiindcă deși este și el un lucru ca oricare altul, dar este un lucru ce are o voință liberă și proprietatea supoză că în raportul ce o constituie nu este o contradicțiune când în acest raport este contradicțiune, astă pozițiune, astă posesiune se numește uzurpațiune, iar nu proprietate. De aceia, animalele deși au și ele o voință oarecare, dar nu pot prea bine cădea în proprietatea noastră, căci sunt lucruri ce nu au o voință liberă și în raportul ce ar constitui proprietatea nu se poate ivi contradicțiunea.

Esența dar a proprietății, după cum toată lumea o înțelege, chiar comuniști și despoți, este libertatea. O exercită lucrurile care au libertatea și o suferă acele lucruri ce nu o au. //

Ar fi prea lung a arăta aci cum, atacând cineva proprietatea, atacă în același timp libertatea. Și peremptoriu că, numai în societățile unde libertatea nu are cuviincioasa venerațiune și garanție, proprietatea poate fi atacată, că, cu cât libertatea cetățeanului se recunoaște, cu atât și proprietatea se respectă mai mult. Asta ar face obiectul unui tractat special. Ne mulțumim numai a spune că relațiunea între dânsle fiind atât de strânsă negreșit că nu poate cineva ataca pe una fără a infirma oarecum și pe cealaltă și că asemănarea între despotism și comunism este că se găsesc pe același tărâm, unul din știință și celălalt din neștiință.

Va să zică că proprietatea și familia sunt principie strâns legate cu principiele Libertate și Fraternitate și că nu putem ataca pe unul fără a infirma pe celălalt.

N.B. Se înțelege că noi, aci, vorbim de principul general, iar nu de proprietatea teritorială, care nu este decât o aplicațiune mai bine ori mai rău făcută a acestui princip.

Am înțelege, așadar, un sistem ce ar voi a întemeia un edificiu social pe baze cu totul altele, dar nu înțeleg un edificiu fără unul dintr-însele. Ele sunt solidar legate între dânsle.

Principiele așadar generale ale cetății noastre vor fi: Libertatea, Egalitatea, Fraternitatea, familia și proprietatea. //

Corolar I. Își face iarăși cineva o idee greșită când își închipuiește că în societatea a cărei cetate este democratică oameni trebuie să petreacă într-o asfel de fraternitate și că raporturile între dânsii trebuie să fie atât de egalizate încât a deschide brațele tuturor de o potrivă, a da tuturor de o potrivă fraternă sărutare. În societate suntem egali la oameni, dar nu la individe. Individualitățile ce se aseamănă între dânsle se adună, se grupează și formează alte nenumărate societăți ce se numesc societăți private. De aci, două feluri de raporturi dintre oameni ce alcătuiesc o societate politică sau cetate: raporturi publice și raporturi private. Pe cele dintâi le regisează principul constitutiv al cetății; iar cele de al doilea după o perfectă libertate, sunt regisate de afecțiunile, de relațiunile ce sunt între oameni pe care mi-ar fi cu greu a încadra și a descrie aci, dar pe care toată lumea cunoaște că le practică, în tot minutul și în tot pasul ce face. Poate dar avea cineva prea bine principie democratice și a afecta în același timp o purtare privată a sa proprie, originală, exclusivă și izolată, retrasă și aristocratică, ca să zică așa; precum asemenea poate avea prea bine o purtare destul de populară și pentru aceasta să nu fie democrat.

Corolar II. Dimocrația nu se cuvine a căuta a face din societate un întins și vast falanstern, ci a face să dispară diferențele între cercurile societății // politice, a le apropia și a le identifica astfel încât a face unul și același; din contra, cu cât civilizațiunea caută a fuziona cercurile politice în societatea civilă, cu atât caută a crea în societatea particulară cercuri diverse după diferitele centruri de ocupațiuni, de năravuri, de deprinderi și de tendințe ori idei. În cazul d-întâi ar fi dimocrația prin tiranie, în cazul de al doilea se găsește dimocrația prin republică.

/30/ Deviza: Dreptate, Frăție.

Axioma: Suveranitatea poporului.

Corolar I. Suveranitatea rezidă totdeauna în popor. Ea nu se strămută niciodată; și precum omul nu-și poate înstreina libertatea individuală, căci ar fi /31/ în contradicțiune cu legea divină a liberului arbitru, asemenea nici poporul nu-și poate înstreina libertatea sa ce este suveranitatea.

Observațiune. Trebuie să băgăm de seamă bine la însemnarea ce dăm lucrurilor. /32/ Dacă zicem că Suveranitatea rezidă în popor nu înțelegem cu aceasta că suveranitatea să fie o voință colectivă, compusă din voințele individuale ale membrilor ce întocmesc societatea precum o înțelege Rousseau, căci suveranitatea /33/ fiind o legătură morală ce ține societatea în ființă, chiar supozând că toate voințele ar voi zdrobirea ei, după noi, nu este permis, pentru că starea socială este starea normală a omului, iar nu starea naturii. Dar înțelegem că poporul fiind acela ce, după natura lucrului, urmează a /34/ se interesa mai mult la conservarea societății sub care se adăpostește în el și urmează a rezida această legătură că o va apăra și o va conserva mai bine decât ori și cine și prin aceia din sânul său ce vor fi mai competenți.

/35/ Corolar II. Puterea suveranității este absolută asupra omului exterior. Omul interior nu depinde deloc de dânsa; sau mai bine, ea nu are dreptul de a atinge pe omul interior. Cu această distincțiune se păstrează libertatea individuală sau, /36/ dacă vrei, cu această distincțiune numai se poate institui în cetatea libertatea. Când suveranitatea nu respectă această linie despărțitoare, ori din neștiință trece acest hotar, impietând tărâmul celălalt, este tiranie. Cu alte cuvinte, confuziunea /37/ acestei linii dă priză tiraniei și este cel mai mare obstacol progresului moral și politic al societății.

Exemple. Datoriile omului interior sunt: a se conforma moralei, a iubi pe aproapele său, a ajuta pe semenii săi, a respecta pe bătrâni, a ajuta pe cei mai slabi, a avea opiniunile morale și politice cele mai favorabile patrii sale și ale practice. Acestea nu se poruncesc, ci se sfătuiesc. Datoriile omului exterior sunt de a se conforma legilor prescrise în societatea în care se găsește. Acestea nu se sfătuiesc, ci se poruncesc.

Observațiune. Asemenea trebuie a băga de seamă că dacă puterea suveranității este nemărginită în societate, dar nu trebuie a fi așa și în omenire. Ea nu poate trece cercul obiectului său; toată puterea /38/ sa finește la porțile cetății. Nu are așadar nici un drept asupra omenirii ce proteje decât în atât cât privește interesul cetății. Toate celelalte interese ale omenirii ce nu au nici o relațiune cu existența societății nu pot fi deloc atinse de către suveranitate fără a ataca, a uzurpa tărâmul libertății, infirmând astfel una din cele mai puternice ale sale propte ce este interesul său de a păstra. Acestea sunt acele drepturi ce are omul pe care omenirea întreagă de s-ar strânge nu ar avea cuvânt de a i le înmulți ori ataca. Suveranitatea este așadar puterea absolută asupra cetățeanului, iar nu asupra omului. Oricare de ar fi forma unei cetăți, când această linie de conduită nu se trage suveranității, guvernelele pășesc spre tiranie.

Teorema: suveranitatea trece în exercițiu constituind, insurecționându-se.

Privilegiul: dreptul ce are suveranitate de a se constitui supoză dreptul de a-și numi delegați pentru puterea executivă, legislativă și judecătorească.

Dreptul ce are de a se insurecționa /39/ supoză dreptul de a-și avea, fără vreo restricțiune, libertate de presă, libertate de mitinguri, libertate de petițiune colectivă.

Asfel se reglementează acest privilegiu ca să se poată realiza bunul suprem în cetate: ordinul și bunul suprem în societate: Libertatea.

Observațiunea 1. Voința noastră în viața socială este de două feluri: am voi a fi liberi și am voi a fi apărați de orice ar putea a ne bântui. De aci Libertatea și Autoritatea.

O societate este norocit constituită când într-însa autoritatea și libertatea se găsesc față în față putând a tracta fără nici o jenă sau sfială prin singură puterea cuvântului și a raționamentelor despre interesele lor reciproce.

Observațiunea 2. Rânduiala produce liniștea și liniștea este starea cea mai fericită a unei cetăți. Cetatea se întărește, dobândește consistință și prestigiu, devine puternică pentru amorul și sanctitatea ce-și atrage din partea tuturor, pentru respectul ce inspiră tuturor. Căci societatea la umbra ei se bucură și înfloarește. Dar trebuie ca liniștea ce rânduiala aduce să fie acea liniște ce urmează după satisfacțiunea ideilor și a trebuințelor, trebuie să fie o expresiune francă a mulțumirii, iar nu vâlul ipocrit ce acopere rancunele învinse ce este liniște pentru că este asupisement momentaneu. Acea liniște numai este propice cetății, căci numai aceia inspiră societății securitatea. O asemenea liniște urmează așadar a avea un legislator de obiect când își propune a pune *rânduiala* în cetatea lui.

/40/ APLICAȚIUNEA PRINCIPELOR PRECEDENTE.

SUVERANITATEA.

Puterea morală ce într-o societate de oameni este legătura ei este *Suveranitatea*.

Suveranitatea este puterea întregă adecă non plus ultra al puterii privită subiectiv. Principile sale sunt *Voința*. Ea este despotul societății; cu alte cuvinte este în drept a face tot fără a fi datoare a se conforma vreunei reguli, a primi vreun control ori a da vreo socoteală. „Așa voi” este expresiunea sa. Ea este omnipotența omenească.

Suveranitatea are două facultăți, facultatea operativă și facultatea contemplativă sau veghetoare.

Suveranitatea plană peste societate /41/ ca un geniu tutelar, fără a se arăta. Când se arată sub unitatea sa, societatea este sub tiranie. Când se arată în părțile de care se alcătuieste, societatea respiră, nu poate fi strivită, nici una în parte neputând constitui suveranitatea întregă.

Facultatea operativă guvernă în cetate.

Facultatea contemplativă domnește.

Facultatea operativă se exprimă prin puterea legislativă, prin puterea judecătorească și prin puterea executivă.

Facultatea contemplativă se exprimă prin puterea domnească.

Patru dar persoane constituie sau alcătuiesc garanțiile unei societăți; ele sunt protectori ei. Ontologia societății nu ne arată nici altele, nici altfel întocmite.

Legislativa sau autoritatea legiuitoare.

Judiciarie sau autoritatea judecătorească.

Executiva sau autoritatea administrativă.

Aceste trei form în cetate aceia ce se numește guvernamentul.

Domnul sau autoritatea domnească /42/ form aceia ce se numește Stăpânirea, domnia.

Guvernamentul este suveranitatea în activitate.

Domnia este Suveranitatea în veghere.

Guvernamentul se mișcă ca să realizeze apărarea cetății.

Domnul face a se mișca stimulând și veghind.

Aceste două părți ale Suveranității puse față în față se răsfrâng reciproc ca într-o oglindă și se reînviez mutual ca să realizeze apărarea cetății. Antagonismul în care se găsesc le ține totdeauna în viață.

Când ar fi împreunate, acest antagonism stimulator nu ar fi mai mult, suveranitatea ar cădea în apatie și societatea ar fi într-o îndoită durere: neglijința și tirania. Căci Suveranitatea s-ar arăta încă în întregimea sa.

Această despărțire întocmește aceia ce se numește garanțiile societății.

Iar dacă voința Suveranității este împărțită, dar scopul său este tot acela. Scopul amândoror acestor expresiuni ale /43/ Suveranității, atât al domniei, cât și al guvernământului este: *a protege cetatea*.

Când legislativa croiește înnoiri, ea înțelege a protege cetatea și trebuie a avea aceasta în vedere.

Când executiva administră ori execută legile, ea înțelege a protege cetatea și trebuie a avea aceasta în vedere.

Când judecătorii hotărăsc, ei înțeleg a protege cetatea și trebuie a avea aceasta în vedere.

Când domnul împedecă ori îndeamnă, el înțelege a protege cetatea și trebuie a avea aceasta în vedere.

Suveranitatea, așadar, după cum se arată în societate, instituie în cetate tirania ori guvernamentul.

După cum procede, instituie despotismul ori democrația.

În Persia, în Rusia și în societățile patriarhale din antichitate unde suveranitatea apare în unitatea sa brută, ca să zic așa, și procedând de sus, este despotism ori tiranie.

¹ Tirania politică este altceva decât tirania după limbajul obicinuit.

Poate fi tiranie politică și să nu exercite tirania după limbajul obicinuit; și poate să fie tirania după limbajul obicinuit.

/44/ În Roma și în Veneția, unde suveranitatea apare morselată și procedând de sus, este guvernament despotice.

În Grecia pe timpul arhonzilor și în Sicilia la Siracuză când suveranitatea se arăta în unitatea sa și urcându-se de jos este democrație tiranică.

De la Romani datează democrația astfel precum noi o înțelegem astăzi. Ei cerând ca tribuni plebei să aibă dreptul de a protege cetatea atât la facerea legilor ce o privesc cât și la administrațiunea ei, ne arăt pentru prima oară democrația bine înțeleasă. Până aci democrațiile se arătaseră sub formă de tiranie.

La Englezi, democrația luă o dezvoltare mai însemnătoare prin instituirea Camerei Comunelor în care națiunea are reprezentanți, delegați și tribuni. În Marea Britanie, deși pusă alături cu despotismul, dar nu s-a zdrobit și este aproape de a realiza guvernamentul democratic.

² De aceia, guvernamentul acolo ne arată în mai puțin de o jumătate secol straniul spectacul de o oscilațiune politică paradoxală, fără ca cetatea să fi simțit în sine cea mai mică transformațiune. Națiunea engleză, reputată

¹ Paragraphe en note en bas de la page 43.

² Paragraphe en note en bas des pages 44-45.

liberă, se alia cu despoți în contra libertății când principul despotoc predomina în societate. Națiunea engleză, recunoscută de a fi sub un despotism oligarhic, se aliază cu dimocrațiile în contra despotismului, când dimocrația la rândul său se găsește predominând în cetatea ei.

În Staturile Unite, guvernamentul dimocratic /45/ este gĩa înființat.

¹ Dacă zicem că în Staturile Unite guvernamentul dimocratic este înființat, nu înțelegem însă că este ajuns la perfecțiunea de care este primitor. Autoritatea nu ni se pare acolo consolidată pre cât ar putea fi. Prezidentul e o reprezentă prin schimbarea lui foarte deasă și nemotivată cu căderea și înălțarea sa din o înaltă pozițiune în viață privată și vice versa. Nu ni se pare făcut să-și atragă acea stimă, venerațiune și prestigiu care dau autorității un caracter de soliditate ce nu este de nesocotit, căci în multe cazuri este foarte folositor ordinii, fără a fi niciodată vătămător libertății.

În Francia, astăzi, este dimocrație tiranică când își dă un imperator, căci suveranitatea procede din popor, dar se arată în unitatea sa, adecă concentrată în numele Napoleon; este guvernament depotic, când își dă pe acest imperator moștenitor cu puterea împărțită între Senat și corpul legislativ. Căci, după cum am spus, fondul, iar nu forma determină esența guvernamentului de a fi despotism ori dimocrație și forma, nu fondul determină cualitatea lui de a fi tiranie ori guvernemânt.

² Deși cu adevărat guvernamentul imperial a adoptat formula ce progresul a imprimat societăților politice, dar nu este mai puțin adevărat că această formulă este o simplă iluziune. Toată puterea suverană este concentrată în individualitatea imperatorului // și nici senatul, nici legislativa, după dispozițiunea activității lor nu ar putea a se mișca afară din voința lui. De aceea și vedem autoritatea lor cu atât mai moartă cu cât cea imperială viază. //

Tranzacțiune între principe nu poate fi. Un princip se primește ori se leapădă. Termen de mijloc nu există. Tranzacțiune poate exista numai la formă: a apleca o cetate către tiranie ori către republică, a concentra puterea în cetate într-un cerc mai strâns, când moralitatea și cunoștințele sunt mai rare, ori într-un cerc mai larg când sunt mai comune.

Să dăm un exemplu istoric.

Ludovic Napoleon văzând că Francezi<i> nu sunt îndestul de luminați încât să aibă o legislativă care să știe concilia autoritatea și libertatea în cetatea lor, putea prea bine concentra în persoana sa imperială toate puterile publice. El ar fi fost tiranul Franciei. Cetatea franceză nu ar fi suferit nimic în principul ei dimocratic. Dar a face puterea imperială moștenitoare este a schimba principul fundamental al cetății din dimocratic în despotoc. Când Turgot zicea în timpul republicii franceze din secolul trecut „fă-mă dictator ca să fac Francia republică“, el nu înțelegea a fi despotul, ci tiranul Franciei.

Deci tirania este câte o dată trebuincioasă în cetate, despotismul niciodată.

Corolar I. Despotismul se interpune între barbarie și civilizațiune, este așadar afară din cetate. Tirania se interpune între libertate și autoritate, poate așadar fi în cetate. De aceea, tirania deși este o degradațiune a cetății, dar este

¹ Paragraphe en note en bas de la page 45.

² Paragraphe en note en bas des pages 45-48.

o degradațiune mai // mică, căci este o degradațiune de formă. Dar despotismul este o degradațiune mai mare, căci este o degradațiune de fond.

Corolar II. Înțeleg Despotismul viind a îndemna ori a sili omenirea, trăind în barbarie, ca să intre în viața civilă, să alcătuiască cetăți. Este un drept ce-l exercită progresul în<n> ăscut în noi, prin oameni<i> cei mari, geniuri ce sunt misionari<i> lui. Dar nu înțeleg despotismul viind a-și căuta locul său în cetate unde un alt despot, suveranitatea poporului, există de fapt.

Corolar III. Tot ce am zis până aci pentru Francezi este din punctul de vedere al teoriei. Iar din punctul de vedere practic, când adevărat am avea a vorbi specialmente de Franța, am aproba, și poate pe cuvinte foarte temeinice, ceea ce s-a făcut acolo. Cu atât mai lesne cu cât ea se găsește în antica ei tradițiune politică, care în trecut a făcut puterea și gloria ei, care îi face astăzi importanța și îi pregătește viitorul și pentru care ca princip avem și noi toată predilecțiunea.

/46/ Republica se determină prin forma, iar nu prin fondul suveranității.

Republică se intitula Roma, Veneția, Polonia și astăzi Englitera, pentru că suveranitatea acolo nu se arată decât în părți. Dar fiindcă suveranitatea coboară nu se urcă, se numesc republici despotice ori oligarșice.

Republica în care suveranitatea se urcă, iar nu coboară, este după noi idealul perfecțiunii politice. Aceasta se numește: *Republica dimocratică*.

Republici sânt multe; democrații sunt multe, despotismuri sânt iarăși multe; numai Republica dimocratică este una.

Ea va fi aci ocupațiunea noastră de predilecțiune.

Comentariu. Analiza ontologiei guvernamentului ne duce forțamente la o *Republică dimocratică* prin raționamentul cel mai simplu.

Astăzi, când drepturile omului sunt oareșice mai bine cunoscute, nimeni nu poate tăgădui că omul moral în societate se împarte în două părți foarte bine /47/ distincte, adevărat că are drepturi subordonate omenirii și drepturi absolute, dependente cu desăvârșire de propria sa individualitate; drepturi sociale și drepturi individuale; că voința oamenilor în comun regulează pe cele dintâi, constituind aceia ce se numește garanțiile și că propriul său arbitru regulează pe cele de al doilea, constituind acea ce se numește Libertatea.

/48/ Numai din momentul ce s-a făcut această demarcațiune s-a putut recunoaște libertatea omului sau, dacă vrei, de când libertatea omului izbuti a fi recunoscută, această demarcațiune se făcu neapărat. De aceia, Libertatea se definește: dreptul ce are omul în societate de a face aceia ce societatea nu are drept de a-l popri.

A pretinde că omul este nulă înaintea autorității suverane, ori și unde de ar rezida, fie în mâna unui rege, fie în mâna unui popor, este pur și simplu tiranie. Strămutarea autorității suverane din mâna unui despot în mâna unui popor nu instituie libertatea, ci numai deplasează tirania. Libertatea se instituie și se procură omului când suveranitatea se găsește circonscrisă în cercul dreptății, adevărat când regulează /49/ numai acele drepturi ale omului ce are drept de a regula și nu a atinge pe acelea ce nu are dreptate a regula. Cine voiește libertatea trebuie să voiască neapărat și această țărâmurire a Suveranității; fără dânsa, Libertatea nu este cu puțință.

Să ne închipuim acum omul prin un cerc. Să împărțim acest cerc în două prin un diametru. Un semicerc ne va înfățișa drepturile omului individuale și celălalt drepturile omului sociale. Libertatea omului, ca și garanțiile sociale se păstrează când una nu împietă asupra țărâmului celeilalte. Când linia se mișcă către dreapta, ca în cercul acesta ⊙, libertatea câștigă într-adevăr, dar în paguba garanțiilor. Societatea se infirmă atacându-se garanțiile ei: în cetate este *anarșie*. Când linia se

mişcă la stânga, ca în cercul acesta ⊙, garanțiile împiet asupra libertății; este *tiranie*. Interesul omenirii în viața socială fiind așadar a ținea această linie statornică și nestrămutabilă, legislatori<i> după vreme se încercară a pune suveranitatea când în popor, când afară din popor.

Când suveranitatea este afară din popor, constituie guvernele despotice, iar când este în popor, constituie guvernele democratice.

Ne rămâne acum a consulta experiența ca să ne putem încredința care din aceste două guvernele este după natura lor mai aplecat a respecta linia libertății și a garanțiilor, și care se găsește mai dispozat a-i imprima o funestă și variabilă oscilațiune. Guvernamentul despotice a /50/ cărui delegațiune vine dintr-un drept divin, de aiurea dacă vrei și de loc din poporul ce guvernă, nu are nici o datorie către dânsul și prin urmare nici datoria de a respecta linia despărțitoare a libertății și a garanției. Siguranța unui viitor nestrămutabil, o lungă deprindere de a porunci și de a fi ascultat îl dispoză pe nesimțite la o însemnătoare neîngrijire și nebagare de seamă, încât a da linii despărțitoare capricioase și nemotivate oscilațiuni. Guvernamentul democratic a cărui delegațiune vine din poporul ce guvernă, cu dreptul ce primește recunoaște a avea oarecare datorii, din care cea mai însemnătoare este de a respecta linia despărțitoare a libertății și a garanțiilor. Conștiința unei existențe efemere și bazate pe un merit este un frâu puternic aplecării sale ca să imprime vreo oscilațiune cât de ușoară linii despărțitoare, căci nu i-ar putea întru nimic profita și ar putea foarte mult a-l discredita.

Deci guvernele democratice au a respecta mai bine linia despărțitoare între Libertate și garanții decât guvernele despotice.

Ordina într-o societate rezultând dintr-o strictă observațiune a acestei demarcațiuni urmează dar că guvernele democratice sunt mai favorabile ordinii decât cele despotice.

Așadar, când consultă cineva interesul ordinii publice este nevoit a alege guvernamentul democratic.

/51/ Cu aceasta, într-adevăr, am făcut un pas, căci am hotărât în principiu statornicia liniei libertății, dar nu am atins scopul ce ne-am propus. Dacă linia libertății este mai la adăpost în guvernele democratice decât în cele despotice, dar nu este definitiv statornică. Dacă tirania este efemeră, ori mai problematică, dar nu este mai puțin urâtă, deși preferabilă alteia de o durată mai îndelungă ori mai amenințătoare. Oscilațiunile liniei libertății sunt mai cu anevoie, dar nu cu neputință. Experiența iarăși trebuie consultată ca să vedem dacă pot fi combinațiuni politice în care aceste oscilațiuni să fie și în practică cu neputință, în care statornicia ei să fie perfectă și eternă.

Pozând dar Suveranitatea în popor, trebuie să-i determinăm o manieră de a fi.

Combinațiunile cele mai simple se înfățișez omului cele dintâi. El depuse suveranitatea în mâna unui individ și îl numi monarhul cetății. Acest delegat având a legisla, a judeca și a executa în cetate, dacă respectă linia libertății este că voiește, dar nu că nu poate a o călca. Deci statornicia liniei libertății este subordonată voinței monarhului, este supusă arbitrarului, iar nu absolută, definitivă și perfectă. Și fiindcă de multe ori monarși<i> s-a întâmplat a voi altfel decât societatea, din chiar natura proprie independinței arbitrarului voinței, oameni<i> se gândiră a face aceste voințe suverane mai cu anevoie de concertat /52/ întru a se manifesta în cetate în contradicțiune cu voința societății. Două soluțiuni erau cu putință a da acestei chestiuni. Soluțiunea dintâi era a depune suveranitatea în mâna a mai multor voințe din popor care s-ar putea mai cu anevoie concerta între dânsese decât una singură. Aceasta întemeia oligarșia, Arhonzi<i>, Aristocrația. Forma aristocratică este

într-adevăr preferabilă celei monarhice, căci poate mai cu greu imprima oscilațiuni capricioase linii libertății, pentru că ar trebui un concurs de mai multe voințe, contrarii de multe ori una alteia, tot din chiar natura proprie independinței arbitralului voinței, dar tot nu este în statornicia dorită. Concertul voințelor este mai cu anevoie ca activitate, dar nu ca forță; și de multe ori această activitate este destul de mare încât să dea naștere tiranii, imprimând linii libertății o oscilațiune oarecare.

Soluțiunea cea de al doilea este de a depune suveranitatea în mâna tuturor voințelor poporului care s-ar putea concerta și mai cu anevoie decât un număr mărginit de o voință oarecare. Aceasta întemeiază ohlocrația guvernamentului prin popor, guvernele populare.

Negreșit că din punctul de vedere subiectiv, aceste guvernele sunt pentru societate mai bune decât cele de sus, căci este guvernamentul majorității. Și unde în cele monarșice unul poate apăsa pe toți, în cele oligarșice minoritatea poate apăsa majoritatea. În cele populare, când va fi a /53/ apăsare, dar încă este majoritatea care apasă pe minoritate. Un pas este într-adevăr făcut. Omul a simțit că trebuie a pune împărțeala în suveranitate, dar cu toate acestea tot nu a atins scopul dorit: statornicia linii libertății. El s-a înșelat de obiect, a pus împărțeala într-un lucru particular, în reprezentantul Suveranității, iar nu într-un lucru public (respublica), adevă în Suveranitate chiar.

Și într-adevăr, consultând puțin natura lucrului, vedem că puțința de a imprima linii libertății, oscilațiunile funeste ecuilibrului libertății și autorității în cetate, provine din concertul facultăților Suveranității. Deci guvernamentul în care facultățile suveranității, adevă puterea legiuitoare, puterea judecătorească și puterea executivă, sunt despărțite se numește republică.

¹Această împărțire a Suveranității, strictamente vorbind, este în două părți, după două facultăți ale sale normale, vegherea și activitatea: puterea domnitoare și puterea guvernamentală. Cea dintâi poate tot, dar nu poate nimic prin sine. Cea de-al doilea nu poate nimic de sine. Puterea guvernamentală se împarte și ea în trei părți: puterea legislativă, puterea executivă, puterea judecătorească.

Într-înșă linia libertății nu poate fi deloc turburată, este într-o statornicie perfectă și absolută, căci concertul între puterile ce o predomin nu este cu puțință.

Și fiindcă din perturbațiunea linii libertății provine în cetate dezordinea, acum prin această statornicie și ordinea se găsește constituită și /54/ așezată. De aci numai datează constituirea principului ordinii în cetate, căci până aci fiind subordonat oscilațiunilor linii libertății era un lucru al întâmplării.

Așadar, cine zice voiesc **Libertatea** și **Ordina** în cetate, zice cu alte cuvinte voiesc **Republica democratică**².

/55/ SUVERANITATEA se exercită.

„Constituțiunea nu este bună decât când este adevărata expresiune a spiritului unui popor.“ Hegel, *Filosofia dreptului*.

Rațiunea nu ne arată că suveranitatea ar putea rezida altundeva decât în popor.

¹ Paragraphe en note en bas de la page 53.

² Ici l'auteur renvoie à cette note en bas de page: «Vezi litera A la finit». Il n'y a pourtant à la fin de l'ouvrage aucun tableau ou récapitulation qui utilise des lettres capitales.

Caracterul suveranității fiind de a fi independentă, nu se putea exercita decât de acei membri ai societății ce sunt de capul lor și nu sub dependența altuia.

Numim sub dependența altuia nevârstnicii și prizonierii statului. Nu găsim cu cale a întinde mai mult această restricțiune. Rațiunea nu ne arată a fi drept a exclude pe aceia ce depind de /56/ alții prin contracte de bună voie, precum sânt femeile căsătorite și servitorii. Căci dacă am privi un asemenea fel de individe ca dependente de aceia lângă care un interes oarecare îi atașe, apoi nu știu pentru ce nu am privi tot așa și pe bărbați căsătoriți, pe oameni înamorați, pe toți datori și pe toți aceia ce cad în trebuința de a se îndatora și pe toți aceia ce trăiesc lucrând cu mâinile.

Dar fiindcă mintea trebuie a fi ceva luminat cu poziunile elementare ale trebuințelor unei societăți, suveranitatea nu se va putea exercita decât de individe ce vor ști lege și scrie cel puțin atât cât să poată lege pe carte de tipar și scrie singur buletinul voinței sale.

Drept aceia, Suveranitatea se va exercita de acele individe ce, împlinind condițiunile de mai sus, se vor numi cetățeni.

Intrarea unui om în acest contract, ca să zic așa, al politicii se face din o proprie și independentă a sa voință. Când voiește cineva a fi cetățean și se simte în stare de a îndeplini condițiunile cerute /57/ se adresează, ca candidat, către un comitet special întocmit pentru aceasta, carele, după examenul cuviincios, îi dă un act de cetățean. Acest comitet se poate improviza ori și unde se pot împreuna cinci cetățeni. Inițiativa o are fie cine.

Primirea actului din mâna comitetului se face într-o biserică, ca și a actului de botez, față cu un preot, unde neofitul zice: „Făgăduiesc înaintea lui Dumnezeu și a voastră, fraților, să am toată grijirea de patrie”. Aceasta este în politică ceea ce este botezul în religieune. Botezul cristianilor supoză îmbrățișarea principelor politico-morale proclamate de Crist.

Corolar 1. Cetățeanul la caz de a-și da mărturia sa sau de a îndeplini în stat vreo foncțiune nu mai este supus jurământului ce legea reclamă.

Corolar 2. Se înțelege că noi nu facem o distincțiune ori preferință de sex. Femeile pot fi cetățeni de vor voi.

¹ Știu prea bine că multora această idee se va părea un paradox și că prea puține individe din acest sex vor fi tentate de a profita. Când însă cugetă cineva că într-acest sex se găsesc suflete ca² ale damelor de Necker și de Staël nu poate cuteza a avea pentru dânsul priviri diferite decât pentru sexul nostru. Și nu înțelege pentru ce să nu lase și sexului femeiesc deschisă ușa intereselor patrii.

Corolar 3. Deși îmbrățișarea cetățenismului /58/ este facultativă, dar este și obligatorie pre cât voiește cineva a se bucura de avantajurile cetății. Nimeni care să nu fie cetățean nu va putea exercita în cetate drepturi politice.

DELEGAȚIUNEA PUTERILOR PUBLICE.

Experiența și observațiunea ne arată că este mai bine ca poporul să-și exercite suveranitatea prin delegați, vechili rânduiți pentru fiecare putere deosebit în parte, aleși în adunări de cetățeni pe județe, numite colegiuri electorale.

¹ Paragraphe en note en bas de la page 57.

² Écrit par erreur *când*.

Două puteri în aceeași mână nu se poate încredința. Altfel, aceste încredințări sunt absolute, putând alege fără nici o restricțiune ori pe cine și oricum.

Corolar 1. Când zicem că două¹ puteri în aceeași mână nu se poate încredința, nu înțelegem că același individ nu poate fi tot de odată membru la două puteri deosebite, fiindcă același individ poate prea bine a fi în același timp și legislator și administrator ori judecător. Ci înțelegem că puterile nu trebuie împreunate, adică că același corp nu poate avea două puteri. Adică camera legiuitoare nu poate judeca ori administra; corpul judecătorilor nu poate legiui ori administra; și corpul administratorilor nu poate nici legisla, nici administra², nici judeca de-a dreptul, sub osândă de a se produce confuziune în cetate și de a ieși dintr-înșă primejdia tiranii.

Corolar 2. Trebuie bine înțeles că împreunarea /59/ acestor puteri, fie cât de ușoară și neînsemnătoare, este un început de uzurpațiune ce conduce neapărat în contra tuturor piedicilor la tiranie pre cât o definitivă, scrupuloasă și absolută despărțire este garanția cea mai sigură a libertăților într-o cetate.

Două rânduri sau feluri de delegați poporul are a-și institua:

1. Ca să înfățișeze suveranitatea în întregimea ei și care întocmesc constituanta, adunare supremă, absolută în toată întinderea cuvântului ca și principul ce are a reprezenta.

2. Ca să înfățișeze Suveranitatea în părțile ei și care întocmesc autoritățile publice, puteri instituate de suveranitate după regulile constituțiunii ce și-a impus și a căror lucrare trebuie a se conforma unui program già hotărât, numit constituțiune.

/60/ CONSTITUANTA.

„Un stat este cu atât mai bine constituit cu cât se conformă mai mult rațiunii. Deci nimic nu trebuie lăsat întâmplării: ereditatea nu va putea așadar fi primită în statul politic.” Cugetare de fond a lui Kant.

Constituanta dar, sau adunarea supremă ce reprezintă Suveranitatea în apogeul puterii sale, când ar exercita puterea în cetate ar strivi societatea, nici o libertate nu ar fi cu putință; voința ei ar anula voințele tuturor ori și când ar voi, căci suveranitatea s-ar arătat în toată aureola sa.

Dar cum vom chezașui liberul arbitru al individului în statul civil, condițiune tot atât de necesarie unei societăți de oameni cât și suveranitatea <?>

/61/ Comentariu. Libertatea se păstrează individului prin țăr murirea pusă Suveranității, adică prin constituțiunea chiar a Suveranității. Vezi Corolar 2 din introduțiune, pagina 14³. Libertatea se chezașuiește prin maniera cu care Suveranitatea se exercită. Vezi mai jos. Așadar, despărțirea puterii suverane în cetate nu crează libertatea, ci instituie garanții libertății.

Asta se face făcând pe Suveranitatea ce ar putea fi când ar voi absolută și capricioasă a dispărea din cetate, a se întoarce în sine însuși, a-și pune o regulă după care să-și exercite puterea și a se ivi în cetate despărțită și asfel împărțită încât fiecare parte să poate face binele, fără să poată fi apăsătoare; să poată a realiza același scop comun ce drumul ce îi este prescris de către cel în drept, totul acestor

¹ Écrit dans le paragraphe *duoă*.

² Introduit par erreur.

³ Il s'agit en fait de la page 21.

părți, Suveranitatea fără să poată face alta decât aceasta, căci deși înfățișează o parte din Suveranitate, dar nu este Suveranitatea.

Suveranitatea numai ea singură poate a-și impune, din capul locului, o regulă după care are a păși întru realizarea bunului în cetate: rânduiala.

Această regulă este constituțiunea.

Constituțiunea este datoare a prescrie modul în care puterile publice ce sunt părți și reprezentanți ai Suveranității să se arate în cetate.

Constituanta are, așadar, a prescrie regula /62/ după care au a se exercita puterile publice, adecă a prescrie constituțiunea.

Când constituanta ar exercita puterea legislativă, ar face legi cum i-ar plăcea, nefiind supusă la nici o lege.

Când ar administra, ar administra cum ar voi, neputând fi restrânsă la nici o regulă.

Când ar judeca, ar hotărî cum s-ar pricepe, neavând a se conforma vreunei prescripțiuni.

Singura dar și unica misiune a constituantei este de a organiza puterile publice, a regula atribuțiunile lor, a defini raporturile ce sunt între dânsese, a însemna hotărâle ce urmează a le despărți.

Solicitudinea ei este de a cumpăni în asemenea mod puterile încât una pe alta să se ajute a face binele cetății, să se împiedice a face răul; fără ca să poată, în același timp, a se împiedica întru facerea binelui și a se ajuta întru facerea răului.

Aceasta se chiamă ponderațiunea puterilor.

Corolar 1. O constituțiune este bună când legislatorul nu a lăsat puterea suverană întâmplării sau norocului.

Aceasta este atât de învederat încât nu are trebuință de dovezi. Dacă vedem pe mulți publiciști căzând încă și până astăzi în greșeli de asemenea natură, este că greșesc la alegerea punctului lor de plecare. Pleacă de la rege ca să legiuiască popoarele, iar nu de la popor ca să legiuiască pe rege.

Corolar 2. Un dezavantaj al guvernelor în care puterea suveranității se găsește despărțită în mai multe puteri funcționând este, netăgăduit, gelozia. Experiența ne arată că aceste guverne totdeauna se găsesc răstornate de către însuși o /63/ parte dintr-însele. O adunare electivă răstoarnă roiotatea ereditară în Franția. Convenționali termidorieni răstornă comitetul de mântuire publică. O parte din directori și din consilieri răstornă guvernamentul directorian. În două rânduri, Senatul răstoarnă imperiul. Cei 221 răstornă restaurațiunea. Camera deputaților răstoarnă guvernamentul de la Iulie. Legislatorul trebuie a menaja astfel puterile încât gelozia să nu poată niciodată degenera în ostilitate, încât să arunce pe una din puteri în faza de destructoare. Aceasta se face neexagerând importanța și influința unuia în cetate, încât rolul celorlalte să se pară subordonat ori secundar. Care este garanția unui guvernament durabil? zice Aristotel. Este ca diferitele ordine ale statului să-l iubească astfel precum este și să nu dorească nici unul vreo schimbare într-însul.

Corolar 3. Benjamin Constant zice în cursul să de politică constituțională că nici o constituțiune nu a fost încercată ca să putem cunoaște care este bună și care este rea, și aceasta provine de acolo că toate constituțiunile geloase de viitorul lor se atașeză a fonda restricțiuni numeroase de detalieri care la aplicațiune găsindu-se froasate, se face cel dintâi pas la infirmarea și călcarea constituțiunii chiar.

Pentru ca o constituțiune să nu fie niciodată călcată, zice el, trebuie ca să nu <se> pronuncie decât asupra acelor lucruri ce sunt cu adevărat constituționale.

Fericirea societăților și securitatea individelor sunt însemnate pe oarecare principe. Aceste principe sunt adevărate pentru toate climatele, sub toate latitudinile. Nu pot niciodată varia oricare de ar fi întinderea unei țări, năravurile, credința și obiceiurile sale. Este necontestabil, într-un sat de 120 coșari ca și într-o națiune de treizeci de milioane /64/ de oameni, că nimeni nu trebuie a fi pedepsit arbitrar fără să fi fost judecat; judecat decât în virtutea legilor hotărâte și după formele prescrise, împiedecat de a-și exercita facultățile sale fizice, morale, intelectuale și industriale într-un chip inocent și pacinic. O constituțiune trebuie a fi garanția acestor principe, și numai a acestora fără a-i fi permis a intra în celelalte detalieri. Fără a fi cu totul de opiniunea autorului, recunoaștem autoritatea regulii ce pune pentru alcătuirea constituțiunii unei țări, părându-ni-se a fi foarte raționabilă.

Aceste puteri sunt Domnia, legislativa, executiva și judiciaria.

Domnul înfățișează în cetate partea suveranității priveghetoare.

Legislativa, judiciaria și executiva, ce împreună întocmesc guvernamentul, înfățișează partea suveranității lucrânde.

Aceasta se chiamă a institua autoritate.

¹ Un ministru espaniol zicea odată: „Cea dintâi datorie a unui legislator, precum și regula luminată și patriotică de conduită pentru toate puterile morale ce exercit influență asupra spiritului public ori asupra destinatei unei națiuni, este de a construi și a consolida principul autorității ca bază al cetății, fără care nu va putea fi în societate nici securitate, nici respect, nici prestigiu, nici libertate și ordine, nici prosperitate, nici mărire pentru stat“.

/65/ Dintre aceste două autorități, cea din urmă este subordonată celei dintâi.

Autoritatea domnească având a exercita în cetate puterea priveghetoare ce este ultima misiune a Suveranității, se găsește a fi mai însemnătoare decât autoritatea guvernamentală, pentru că o predomină. Ea este mai marele cetății. Ea întocmește principatul, fie ori și care numirea aceluia ce este însărcinat a-l înfățișa: principe, domn, duce, imperator, rege sau prezedent.

Puterea lui este absolută ca și a principului ce înfățișează. El nu are a da nici o socoteală de actele sale, acte ce în cercul care îi este prescris nu sunt decât privegherea: a stimula ori a pune piedecă activității suverane ce se înfățișează în cetate prin guvernament, întru realizarea scopului său.

Autoritatea guvernamentală, având a exercita puterea lucrândă în cetate, se găsește a fi sobordonată Suveranității constituânde. De aceia, guvernamentul funcționează sub principe și conform constituțiunii.

/66/ Guvernamentul judecând ori executând are a se conforma legilor existânde.

Guvernamentul legiuind are a se conforma principelor pozate de constituțiune.

Constituanta, așadar, așează sau instituie o regulă după care au a se exercita puterile guvernamentale: asta este constituțiune. Și un principe care să privegheze: acesta este Domnul.

Aceste instituțiuni ce-și dă suveranitatea prin constituțiune sunt eterne. Dar ca toate lucrurile omenești, eternitatea lor este relativă, nu absolută.

Finitul sau termenul lor vine:

Pentru constituțiune, când o altă constituțiune vine a o strivi.

Pentru principe, când încetează individul.

¹ Paragraphe en note en bas de la page 64.

/67/ PRINCIPELE.

Principele reprezintă în cetate puterea suveranității în cea mai înaltă a sa atribuțiune: a priveghea. Puterea lui este nemărginită și absolută ca și a principului ce reprezintă.

Maiestatea lui este supremă; de aceea nu se cuvine a se pogori din înalta sa funcțiune de a domni în funcțiunea subalternă de a lucra.

Ea este o imagine inertă a Suveranității, nu lucrează nimic, ci face numai a lucra.

El este ființa prin excelență reprezentând în cetate personalitatea Suveranității, de aceea are numai drepturi și datorii deloc. Drepturile acestea se numesc prerogativa lui.

El, după al său capriciu și voință /68/ absolută, instituie miniștri Statului care expediază treburile sub propria lor responsabilitate.

Afară de aceste atribuțiuni de a priveghea și de a institui pe miniștri, el trăiește într-o odihnă complectă și eternă, într-o desăvârșită nulitate, într-un extaz și contemplațiune a cetății fără cea mai mică activitate. El este marele elector al lui Sie<ș>i.

Numai Suveranitatea întreagă poate institui pe principe, de aceea constituanta îl alege.

El numai poate purta în cetate titlul de Maiestatea sa, Măria sa, Înălțimea sa, fiindcă numai el exercită în cetate Suveranitatea supremă.

Sanctitatea ce sarcedociul cu care este investit imprimă persoanei lui nu mai permite de a fi atins. De aceea el este ales pe viață; și la nici un caz și sub nici un fel de pretext nu poate fi atacat. Persoana lui este sacră și inviolabilă. A-l ataca este crimina cea mai mare. Este a ataca societatea întreagă în fundamentele sale.

/69/ Corolar 1. De aceea, la cei vechi, cuțitul și foarficele nu mai putea fi puse în părul și în barba lui.

Corolar 2. Dacă crimina de lez-maiestate este cea mai mare crimă din toate criminele, dar este cu singură condițiunea ca principele să fie principele cetății, adică reprezentantul Suveranității, instituit de o voință a poporului comună, liberă și independentă. La orice alt caz, el se socotește uzurpator și crimina devine o crimă comună ca în contra oricărui om de rând, poprită numai din punctul de vedere al umanității. Iar din punctul de vedere cetățenesc devine o imperioasă datorie a-l ucide ca principe, adică a-l face să dispară din cetate.

Corolar 3. La multe rătăcirii, oameni<i> s-au găsit supuși, pentru că au identificat, în individul ce este principe în cetate două naturi ce se găsesc într-însul și care trebuie cu totul și foarte bine deosebite. Principele ca om poate avea și el, în societate, și soție, și copii, și amici, și cunoscuți, și părinți; iar ca principe, în cetate, nu poate avea nimic. El este o ființă abstractă, existând afară din cetate. El este pentru cetate ceea ce Dumnezeu este pentru lume ca conservator și creator al ei.

Nepotismurile, avantajele ce au fii<i> sau familia lor în cetate de a se bucura de oarecare drepturi excluzive sunt o rătăcire provenită din nesocotința acestei distincțiuni.

/70/ GUVERNEMENTUL.

Talleyrand a zis: „Este cineva care are mai mult spirit decât geniurile cele mai mari; acest cineva este toată lumea“.

Guvernamentul reprezintă în cetate puterea Suveranității în cea mai importantă a sa atribuțiune: a lucra. Puterea lui este mărginită și într-un fel de subalternitate către Suveranitatea întreagă, precum este corpul către rațiunea noastră. Rațiunea suveranității este Domnul și voința ei legea.

Legea este în fond o manifestațiune a dreptului, și în formă vocea unei voințe comune.

Dumnezeu și morala este sursa celui dintâi, poporul sursa celei de al doilea.

Dumnezeu a voit ca o rază din această /71/ a lui nemărginită perfecțiune, dreptatea, să se răsfrângă în creatura sa, omul. Astfel dar omul se găsește posedând conștiința dreptului.

Experiența apoi ne arată că cât de puternică este influența motivelor pasionate asupra omenirii încât a strivi convicțiunea individului, și încă a unui însemnător număr de individe de elită chiar, dar cea mai mare parte de oameni chiar din jocul pasiunilor îi scapă neapărat; de aceea confecțiunea unei legi se încredințează majorității.

Legea dar, din punctul de vedere subiectiv, este o emanațiune a dreptății divine; din punctul de vedere obiectiv, o revelațiune ce bunătatea divină a voit a face omenirii; iar din punctul de vedere practic, o cuviincioasă și dreaptă țărnire.

Dar nici principiile metafizice ale dreptului, nici voința comună nu poate fi în general și uniform cunoscute de toată lumea, și ele nu implic datoria, adecă nu pot fi obligatorii, decât precât sunt cunoscute. De aceea, codificațiunea este /72/ neapărat trebuincioasă. Ea îndeplinește această lacună: pune pe toți cetățeni într-o egală cunoștință a drepturilor și a datoriilor lor.

Trei sunt puterile ce alcătuiesc guvernamentul: puterea legislativă, puterea judecătorească, puterea executivă.

Puterea legislativă.

Puterea legislativă este o parte a activității suverane special destinată a circumscrie orice activitate în cetate.

Aceste circumscripțiuni se numesc legi.

Ele trebuiesc a fi deslușite și fără ambiguitate; redacțiunea lor trebuie a fi astfel încât să poată fi de toată lumea înțelese.

Puterea legislativă în exercițiul său este cu totul independentă; nu depinde decât de suveranitatea poporului a cărei voință are a exprima; nu este mărginită decât de principiile pozate de suveranitate, adică de constituțiune.

Puterea legislativă rezidă într-o cameră de delegați alcătuită de cetățeni trimiși de colegiurile electorale, în calitate /73/ de legiuitori ai poporului, pentru un termen de cinci ani.

Ei sunt încă tribuni poporului, căci apără interesele lui și îl reprezintă.

Nimeni nu poate fi tribun dacă nu va fi cetățean.

Puterea legislativă a tribunilor poate atinge voința individelor sau al unui fel de individe și a regula drepturile lor. Presa, mitingul și petițiunea fiind drepturile suverane sunt independente și ies de sub autoritatea lor legislativă. Ei pot prin legile lor a le regula, dar nu a le legiui. Încât pentru legiuirea unor asemenea interese generale tribunalul ce este vocea legislativă a opiniunii face progete de legi și le trimite prin oratorii săi într-o adunare constituantă. Când constituanta le adoptă, atunci aceste progete devin legi fără vreo sancțiune domnească, se numesc legi constitutive și intră de drept în corpul legilor țării.

În puterea delegațiunii lor ca tribuni ai poporului având a se ocupa de toate interesele lui, ei vor fi datori a legiui și controla administrațiunea finanței publice;

/74/ a institui sau a crea tot ce o pot crește, regula sau îndrepta; a legii și controla orice serviciu de interes public.

Numai deciziunile puterii legislative se pot numi a fi legi.

Când trebuința unei legi constitutive este simțită, puterea legislativă poate convoca constituanta, dar numai cu permisiunea principelui. Legislativa deputează principelui un mesaj în consecință. Inițiativa motiunii o are principele ca o prerogativă a lui.

Legislativa are a legii convocarea și principele a sancționa această lege după formalitățile prescrise pentru celelalte legi. Astfel constituanta se socotește legitim convocată.

Dar din acel moment principele dispare din cetate, se socotește pierit. Cu acest mod se menaje și principelui libertatea de a putea trece, când va voi, în viață privată. Căci nu este drept ca într-o cetate unde toată lumea se bucură de libertate, el să fie sub tiranie. Se pune și stavilă oricărei tendințe de înnoire /75/ în constituțiune de a degenera în revoltă.

Fiindcă obiectul principal ce constituie pe un tribun este patriotismul, adică virtuțile, de aceea instituirea tribunatului este exclusiv rezervată poporului, singurul judecător mai bine luminat și competent în asemenea materie.

Puterea executivă.

Puterea executivă este partea activității suverane care dă efectivitate hotărârilor celorlalte puteri. Ea funcționează în cetate ca aceste hotărâri să-și aibă literala lor execuțiune și ca să dea larma când una dintr-însele este atacată. Puterea executivă rezidă într-un senat tras de Domn din sânul națiunii. Senatul, așadar, este neadormita sentinelă a cetății în veci în veghere pentru conservarea ei.

Fiindcă obiectul principal ce constituie pe un senator este știința, adică cunoștința cuviincioasă în administrațiune și judecăți, de aceea instituirea senatorilor este exclusiv rezervată principelui, singurul, în cetate, socotit a prețui mai bine meritul capacităților.

/76/ Dar fiindcă acești magistrați trebuiesc neapărat a avea virtuțile cetățenești, de aceea Principele va avea a lua pe senatori săi din aceia ce au fost încai odată tribuni, iar când alesul domnesc nu se va fi întâmplat a fi fost tribun, atunci ca să-l poată numi senator îi trebuiește consimțimentul națiunii prin reprezentanți ei.

Senatori se aleg pe viață și sub nici un pretext nu li se poate rădica calitatea de senatori ori împiedeca exercițiul dreptului lor decât prin hotărâre a senatului, sancționată de Domn.

Senatul va avea un prezident ales din sânul său ori de către Domn, ori de către senat singur, când acesta nu-l va alege. Prezidentul se schimbă ori se realege din legislatură în legislatură. Pentru că el fiind locotenentul principelui, când acesta vine a lipsi, trebuie a fi cetățeanul cel mai bun al timpului, propriu a îndeplini o asemenea înaltă misiune.

Principelui este rezerva acest drept pentru că el urmează a voi mai mult decât oricine conservarea cetății.

/77/ Misiunea senatorilor în cetate este foarte înaltă și foarte grea, este conservarea cetății. Orice neîngrijire, malveiență ori nebagare de seamă în aceia ce îi privesc, din partea lor, în paguba cetății, constituie pentru dânși crimă de lez-națiune. Ei sunt apărătorii prin excelență ai constituțiunii. Intrarea unui cetățean în ordinul senatorilor nefiind obligativă, este o complectă închinare a sa cetății. Ei

se închin sacrificiului cu sângele, cu familia, cu averea lor; ei sunt Reguli<i> și Catoni<i> cetății.

Senatul rezidă după drept și datorie din cinci în cinci ani, iar după trebuință, de câte ori va fi convocat de aceia cărora constituțiunea cetății rezervă acest drept.

A rezida mai des ar fi o primejdie de eculibru pentru constituțiunea cetății, căci acest corp, în care urmează a se afla toate notabilitățile națiunii, ar constitui o putere atât de importantă în cetate, încât ar eclipsa pe celalte puteri cu care are a funcționa, ar dobândi asupra lor avantajul prestigiului, prin faptele /78/ lor conservatoare și prin exelență patriotice, și cetatea s-ar găsi aplecată către tirania oligarșică.

A rezida mai rar, senatul ar pierde acea consistență și soliditate ce trebuie a avea oricare corp a cărui misiune este un obiect determinat și nevariabil. Ar pierde disciplina și deprinderea sacrificiului personal, sufletul acestei falange, cuvântul de ordin al acestui legion de ostași ai constituțiunii. Pierzând obiceiul de a se identifica cu principul ce au a susține, neinspirându-se într-un concurs comun de determinațiuni conforme, ar pierde toate virtuțile conservatrice cetății, ar degenera ca tot, deși ar exista destul de bine ca parte. Putem vedea un exemplu frapant în istoria noastră chiar.

Pe când țara avea Divanul veliților boieri, boieri<i> romani erau mai patrioți. De când s-a desființat această reprezentațiune a capilor națiunii, deși Romani<i> în boieri<i> lor nu vor fi fost mai buni decât strămoșii lor, dar suntem siguri că în tot timpul mulți buni Romani s-au găsit între dâșii; cu toate acestea, corpul /79/ boierilor nu se simte a trăi cu viață de patrie. Deși ici acolo câte o vie licărire, dar izolementul nu permite a avea o consistență serioasă, nu permite a se răvărsa asupra soților săi, a rădica pe cei mai puțin căzuți, a arunca în prăpastie pe cei neîndreptabili, a popri oarecum căderea și depravațiunea unui corp ce până aici fusese paladiumul națiunii.

Dar pentru că senatul trebuie a avea un ochi neadormit asupra constituțiunii, de aceia scoate din sânul său un comitet carele prezidă în permanență în cetate ca să apere constituțiunea și sunt, ca să zicem așa, sentinele cetății în vigie. Acești bărbați urmând a fi cei mai fideli ai națiunii, de aceia sunt aleși de reprezentanți<i> ei.

„Am asistat la procedure în Englitera. Judecători<i> nu adastă în tăcere ca acuzatul să se piardă prin neștire. Nu-l privesc mergând către a sa ruină, ca când ar număra fiecare pas imp<r>udent ce-l apropie de prăpastie. Îl înștiințează cu grijă de a nu-l lăsa să-i scape ceva care să poată a-i fi spre vătămare. Îl aduc cu bună voință la hotarale din care nu se cuvine a ieși pentru propria sa siguranță. Îl apăr, oarecum, în contra lui însuși. Sunt cu băgare de seamă ca un nenorocit gia lovit de societate să nu-și îngreune soarta prin neștiința /80/ formelor, prin pasiunea ce-l rătăcește, prin o firească întărâtare într-o situațiune dureroasă. Organe ale legilor sunt în același timp în paterna lor sollicitudine protectori febleței, cât nu este încă recunoscută culpabilă. Atunci este ceva de foarte cu gust funcțiunea judecătorului“. Benjamin Constant, *Despre procedura corecțională*.

Puterea judecătorească.

Puterea judecătorească este o parte a activității suverane destinată a ținea toate activitățile particulare în cercul legalității.

Ea prezidă în cetate ca să facă cunoscut activităților particulare drumul legilor.

Deciziunile ei ce nu sunt decât simple și stricte aplicațiuni ale legilor la cazuri particulare, sunt legi speciale pentru cazul la care se dau. Puterea judecătorească

este confiată unui corp de judecători, tras din cetățeni ce au mai întinsă și mai profundă cunoștință de legile locale. Ei sunt juris-consulti<i> cetății.

Domnul îi instituie, fiindcă numai el poate cunoaște mai bine unde se găsește această capacitate de multe ori ascunsă sub o modestă rezervă.

Constituțiunea naturii lor implică /81/ neapărat virtuțile de nepărtinire și de dreptate. De aceea, ei sunt inamovibili și nu pot fi destituați decât când se vor dovedi că fac o urâtă aplicațiune a științii lor.

Un judecător destituit nu mai poate exercita nici un fel de putere în cetate. El se socotește criminal de uzurpațiune, că a substituat voința sa în locul voinței legilor, și prin urmare nu mai poate avea nici un drept politic de cetățean.

Poliția judecătorească exige ca puterea judecătorească să se împartă în mai multe iurisdicțiuni, ca mai bine să se poată exercita. Iar interesul dreptății exige ca să se împartă în mai multe trepte, ca hotărârile ei să fie date cu mai multă maturitate. Drept aceea, vor fi mai multe centruri numite tribunale și o al doilea instanță numite înalte curți.

Când activitatea particulară se găsește în opozițiune cu legea, atunci este infracțiune și fapta devine delit.

Când puterea judecătorească se ocupă de o activitate ce este în condițiune de delict, fiindcă în această împrejurare /82/ se înfățișez două chestiuni, una de drept și cealaltă de fapt, atunci societatea judecă întâi chestiunea de fapt prin juriu și după aceasta, puterea judecătorească judecă chestiunea de drept ce este de competența sa.

Corolar. „Nu trebuie – zice Benjamin Constant vorbind despre folosul juriului – ca să existe o lege care revoltă umanitatea comunului oamenilor într-atât încât jurați<i>, luați din sânul unei națiuni, să nu poată a se determina a concura la aplicațiunea acestei legi; și instituțiunea judecătorilor permanenți pe care obiceiul și deprinderea ar reconcilia cu această lege barbară, departe de a fi un avantaj, ar fi o nenorocire.” În aceasta rezidă adevărul și folositorul princip al juriului.

/83/ RESPONSABILITATEA AGENȚILOR GUVERNAMENTULUI.

Dar cu cât retranssem puterea domnească într-o perfectă inviolabilitate, cu atât simțim trebuința de a pune asupra agenților guvernamentului ce sunt instrumentele activității lui suverane o mai desăvârșită responsabilitate personală.

Responsabilitatea aceasta este de multe feluri. Natura ei este astfel încât nu se poate nici defini, nici legiui cu desăvârșire. Ne vom sili numai a da oarecare explicațiuni.

Întâi este responsabilitatea particulară care are de obiect o împrejurare particulară. Sau că nu a îndeplinit cineva <ca> atare a sa datorie descrisă, care se va judeca de consiliurile de disciplină și /84/ și se vor osândi ca instrumente nedemne. Sau că nu a urmat afară din funcțiunea sa aducând cuiva vătămare; la care împrejurare fiind în cazul fiecărui particular, se va judeca de către tribunalele criminale ca orice infracțiune a unui particular, și se vor osândi de rând ca toți criminali<i>. Sau că a urmat în contra legilor, ori de sine ori din poruncă superioră, și atunci se vor judeca de către Senat și se vor osândi ca uzurpatori și criminali în statul politic.

Această responsabilitate presupoză greșeli din bună voie.

Cea de al doilea este responsabilitatea generală care are de obiect o împrejurare generală. Această responsabilitate provine dintr-o rătăcire, dintr-o neștiință, dintr-o necapacitate, dintr-o feblețe infine, și presupoză greșelile fără intențiuni

criminale, nu din conștiință și de bună voie, ci din întâmplare, precum spre exemplu un tractat nu atât de avantajos făcut precât putea să fie, un rebel nu atât de bine dirijat precât ar /85/ fi putut fi, operațiuni financiare defectuoase, abuz al puterii legale și alte asemenea.

Acestei responsabilități sunt mai cu osebire supuși miniștrii ca capi ai oricărei administrațiuni, ca agenți fără iscălitura cărora nimic nu se face în cetate.

A o specia sau ciconscri este cu neputință, dar cu toate acestea nu înfățișează nici o primejdie nici pentru miniștrii, nici pentru cetate. Experiența ne arată că națiunea, deși are asupra miniștrilor guvernamentului o putere tiranică, căci este fără hotărâ, dar nu profită niciodată de dânsa decât numai de a-i popri de la rău. Că miniștrii, deși se par a se bucura de un arbitrarie nepuindu-se o țarmure rătăcirilor lor, dar cu toate acestea, prin chiar forța lucrurilor, nu pot fi niciodată împinși pe drumuri rele, ci numai se găsesc având coatele mai libere ca să poată umbla pe cele bune.

În fine, maniera cu care procesul responsabilității trebuie să se întentat este iarăși o cheazăuire mai mult decât sigură în contra oricărei primejdii. Camera /86/ tribunilor, în calitate de apărători ai intereselor populare, fiind după drept acuzatorii, și senatul în calitate de conservator al cetății și apărător al guvernamentului având dreptul de a judeca, nu pot lăsa nici interesele populare a fi călcate de miniștrii, nici tendințele populului a asupri pe miniștrii. Tribunii sunt bulevardul în contra arbitrarului miniștrilor, senatul temperează ardoarea patriotică a tribunilor.

În Englitera numai putem studia istoricește acest așezământ, căci numai acolo se găsește aplicată teoria aceasta funcționând fără întrerupere de sunt mai bine de o sută de ani. Și acolo responsabilitatea nu este nici definită, nici legiuită, cu toate acestea nici miniștrii nu au întrebuițat vreodată rău autoritatea lor încât să aducă însemnătoare vătămăre poporului, nici poporul dreptul să încât să violeze personalitatea cuiva împovărându-l cu responsabilitatea ce este asupră-i cu ocaziunea unei funcțiuni publice.

Recunoaștem că aceasta provine din cauza că arbitrarul este confiat unei /87/ părți din societate, ce fiind totdeauna în contact cu guvernamentul, contractă pentru dânsul obiceiul de indulgență. Dar oare nu este în contrepod salutării cestiilalte instituțiuni care conferă tribunilor facultatea de a acuza pentru orice urmare s-ar părea a vătămă d-a dreptul ori pieziș interesele poporului pentru a căror apărare după a lor natură sunt instrumentele cele mai zeloase? Și într-adevăr nu este vorba aici de a pedepsi pe un om pentru o greșeală ce acest din urmă face, ci a prezerva societatea de greșelile ce agenții ei pot face. Nu este vorba de a da unui popor arme de răzbunare în contra celor ce-l vor ataca, ci a-i da mijloace de a se apăra în contra acestora ce au puterea de a-i fi vătămători. Acest obiect prin o asemenea dispozițiune este cu desăvârșire atins.

Ca să dăm o mai amplificată deslușire despre rezultatele acestii responsabilități, cităm aici un pasagiu al lui Benjamin Constant asupra responsabilității miniștrilor cu chiar propriile sale expresiuni.

/88/ „Da – zice el vorbind de Englitera – miniștrii vor fi rareori pedepsiți. Dar dacă constituțiunea este liberă și dacă națiunea este energică, ce ne pasă de pedepsa unui ministru când, atins de o judecată solemnelă, a intrat în clasa de rând mai fără putere decât cel din urmă cetățean, fiindcă dezaprobățiunea îl însoțește și-l urmărește. Libertatea nu a fost mai puțin adăpostită de atacurile sale, spiritul public nu a primit mai puțin zguduirea salutarie care îl învie și-l purifică, morala socială nu a dobândit mai puțin omagiul eclatant al puterii tradusă înaintea tribunalului său și fletrită prin sentința sa.

D<omnul> Hastings nu a fost pedepsit, dar acest apăsător al Indiei s-a înfățișat îngenunche înaintea Camerii Lorzilor, și vocea lui Fox, a lui Sheridan și a lui Burke răzbunând omenirea lung timp călcată în picioare, a deșteptat în sufletul poporului englez emoțiunile generozității și sentimentele dreptății, și a silit calculul mercantilor a se feri de răpiri și a nu alerga mai mult la violențe.

Lord Melville nu a fost pedepsit și nu voiesc a contesta inocența lui. Dar exemplul unui om îmbătrânit în rutina deprinderii și în abilitatea speculațiilor, și denunțat însă cu toată dibăcia lui, acuzat cu toți numeroși săi sprijinitori, a adus aminte aceluia ce urma aceeași carieră, că era folos în neinteresarea și siguranță în observarea dreptății.

Lord North nu fu nici măcar acuzat. Dar amenințându-l cu o acuzațiune, antagoniști săi au reprodus principiile libertății constituționale și au proclamat dreptul fiecărei fracțiuni dintr-un stat de a nu suferi decât sarcinile la care a dat consentimentul său.

În fine și mai din vechime, încă miniștri ce au persecutat pe Wilkes nu au fost pedepsiți decât cu globiri; dar procesul și judecata au întărit garanțiile libertății individuale și a consacrat axioma că casa fiecărui Englez este azilul și castelul său.

Asfel sunt avantajele responsabilității și nu oarecare închisori ori oarecare supliciuri.

/90/ Nici moartea, nici captivitatea unui om nu au fost vreodată trebuincioase mântuirii unui popor. Căci mântuirea unui popor trebuie a fi în el însuși, și c<ele>alte.“

/91/ APLICAȚIUNEA TEORIEI PRECEDENTE LA INSTITUȚIUNILE ROMANIEI.

După datele noastre antice, înainte de a fi venit politica streină de a pune în antagonism națiunea cu autoritatea ce-și crează, guvernamentul țării se rezăma în persoana domnilor ce-și alegea. Domnul exercita puterea executivă, legislativă și judecătorească asistat de căpitani ce erau capii națiunii, fiindcă după cum se înțelege din cele ce ajung până la noi națiunea era constituită militărește.

Deși dar puterea nu era împărțită între autorități deosibite ca într-o cetate regulată încât să instituie un guvernament /92/ republican, dar este învederat că puterea procedând totdeauna de jos supoză suveranitatea în popor care constituie Dimocrația. Și că această dimocrație nu era absolută ci mai mult ori mai puțin republicană, căci măcar că puterile nu era bine despărțite, atribuțiunile lor definite, circonscrise și lămurit desinate, dar totuși Domnul singur, de capul lui, nu putea nici legisla, nici administra, nici judeca. El putea face toate acestea numai prin concursul căpitanilor națiunii ce erau boieri și reprezentați ei.

Adoptând dar principul dimocratic și republican, nu suntem afară din antica tradițiune politică a țării, nu facem o inovațiune în cetatea Romanilor, ci scoatem la lumină vechea ei existență, atâta timp necunoscută, nesocotită poate. A strica ori a adăuga ceva la dânsule ar fi un sacrilegiu dacă timpul ce strică și inventă multe le-a respectat însă, și nimic nu a inventat mai mult decât dânsule. Ne vom mărgini așadar a face oarecare reparațiuni care, scoțându-le la lumină (principile) vor imprima puterea și autoritatea /93/ ce sunt destinate a produce neapărat în cetate. Ele păstrează încă dreptul lor intact de a trona în cetatea Romanilor, căci cu toată lupta gigantică ce avură a ținea un lung curs de timp cu principe contrarii mai totdeauna triumfătoare prin asistența și influența streină, dar totuși nu fură cu desăvârșire strivite, deși suferiră dureroase și funeste eșuri.

Națiunea, aşadar, ca și până acum își va alege un Domn pe viață. El va domni singur, dar va îndeplini funcțiunea de a governa prin asistența națiunii. Iată principatul.

Își va deputa din sânul său un număr oarecare de Romani și pentru un timp oarecare, care să susțină interesele națiunii. Ei vor alcătui „Obșteasca Adunare”, tot ca aceia ce până aici avu țara (și al cărei princip este mărturisit chiar în tractatele și în sistematul nostru politic de la 1831 ce der-ează dintr-însele, în care se zice că „după dreptul ce au boierii și obștea locuitorilor țării de a se governa de sine și c<ele>l<alte>”) cu condițiunea de a corăspunde mai bine numelui /94/ ce poartă. Iată reprezentațiunea națională, delegați și tribuni popoului Roman, puterea legislativă în fine.

Domnul, ca și mai-nainte, va institua un corp de boieri cărora se va încredința puterea executivă și administrativă. Iată puterea judecătorească.

Nimic dar nou în constituțiunea noastră decât redacțiunea. Este raționabil a ținea la dânsa cu atât mai mult cu cât că dreptul nostru este necontestat și necontestabil.

¹ Este învederat că acest sistem politic trebuie să fie foarte capabil de a dezvolta o națiune, fiindcă inimicii noștri, ce căutau a ataca izvoarele dezvoltării noastre politice și morale se atașau mai cu osebire de dânsul a-l schimba.

/95/ REDACȚIUNEA CONSTITUȚIUNII.

DISPOZIȚIUNI GENERALE.

„Le peuple qui a la souveraine puissance doit faire par lui-même tout ce qu’il peut bien faire, et ce qu’il ne peut pas bien faire il faut qu’il le fasse par ses ministres.” Montesquieu, *Spirit Legilor*, cart<ea> III, cap<itolul> II.

1. „Romanii sunt un singur popor”.
2. „Poporul se socotește toată populațiunea ce locuiește pământurile numite Țara Românească, Moldavia și Basarabia până la granița ce separă de hotar cu Rusia între Hotin și Lacul Sărat”.
3. „Suveranitatea la Romani rezidă în popor”. /96/
4. „Ea alcătuieste Cetatea sau Statul Romanilor”.
5. „O lege este pentru toți Romani<i>”.
6. „Toți Romani<i> se socotesc cetățeni”.
7. „Majoritatea pentru a exercita în cetatea Romanilor dreptul de cetățean este de 25 ani împliniți și pentru a exercita puterea de 30 de ani intrat”.
8. „Dreptul de cetățean este obligativ”.
9. „Nici un Roman nu va putea purta insigne sau titule streine fără primirea unanimă a reprezentanților popoului: Tribunalul și Domnul”.
10. „Nici un cetățean nu poate fi prins în cetate mai mult decât 24 ore, decât cu o hotărâre ad-hoc.
Nici o arestuire preventivă în cetate nu poate fi mai lungă decât trei luni fără hotărâre judecătorească după toate formele.

¹ Paragraphe en note en bas de la page 94.

Nici o închisoare nu poate fi mai lungă de 30 de ani. Orice crimă se prescrie în trei zeci de ani“.

11. „Nici un domiciliu nu poate fi violat fără hotărâre în scris a magistraturii prepuse“./97/
12. „Nici un Roman nu poate fi osândit decât pentru fapta săvârșită“.
13. „Exilul, deportațiunea, privigherea polițienească fiind principie de tiranie derivând din despotism, și prin urmare atentorii libertății, nu vor putea fi sub nici un cuvânt înființat<e> în cetatea Romanilor“.
14. „Osânda la Romani este moartea civilă, închisoarea și ștreaful“.
15. „Osânda corporală nu se poruncește decât pentru greșeli“.
16. „Osânda de moarte nu se va porunci decât pentru crimine de stat“.
17. „Crimină de stat pasibilă de moarte este uzurpațiunea în total a puterilor publice ori a uneia dintr-însele“.
18. „Uzurpațiunea este orice urmare afară din Constituțiune din partea acelor delegați în cetate cu puterile publice“.
19. „Hotărârea definitivă la moarte o are majoritatea absolută a Senatului“.
20. „Nimini nu va putea fi judecat, osândit și pedepsit decât de autoritatea constituată“./98/
21. „Toate poverile statului le poartă deopotrivă toți Romani<i>“.
22. „Protecțiunea nu poate fi grevată de impozițiuni din partea Statului“.
23. „Popolul își exercită libertatea prin presă și mitinguri sau cluburi“.
24. „Popolul își exercită suveranitatea prin cetățeni și prin Domn“.
25. „Cetățenii sunt toți Romani<i> valizi și independenți“.
26. „Valizi și independenți se socotesc aceia ce nu vor fi sub epitropi sau prizonieri ai statului și vor ști lege și scrie încât să-și poată însemna la alegeri buletinul voinței sale“.
27. „Domnul este alesul după prescripțiunea Constituțiunii“.
28. „Cetățenii<i> se strâng în colegiuri pe județe ca să-și aleagă delegați pentru puterea constituantă și pentru puterile publice“.
29. „Una este puterea constituantă. Ea hotărăște legile constitutive ale țării și reprezentantul ei în Domnie“.
30. „Patru sunt puterile publice: Domnul, /99/Tribunatul, Senatul, judecătorii“.
31. „Ele alcătuiesc guvernamentul“.
32. „Una este puterea domnitoare: Domnul“.
33. „În numele Domnului se va legiui, administra și judeca“.
34. „Tribunatul va avea puterea legislativă“.
35. „Senatul va avea puterea executivă și administrativă“.
36. „Puterea judecătorească va rezida în tribunate speciale“.
37. „Nici o lege nu se va putea face fără concursul reprezentanților națiunii“.
38. „Nici un act nu poate fi executat fără iscălitura unui ministru“.
39. „Nici o hotărâre nu poate fi dată decât de către tribunalele constituate“.
40. „Miniștri<i> Domnului sunt: șefi<i> departamentelor administrațiunii, procurorii tribunalelor, generali<i> șefi comandând în resbel, reprezentanți<i> săi legați ori ambasadori“.
41. „Toți ceilalți impiegați ai statului sunt funcționari ai statului“./100/
42. „Mijloacele de apărare ale cetății romane vor fi Romani<i> chiar“.
43. „Pentru acest sfârșit se vor organiza militarește încât să constituie o forță armată“.
44. „Forța armată se va organiza în trei clase: 1) oștirea de linie, 2) jendarmeria, 3) cvardia națională“.

45. „Nimeni nu va putea face parte a forței armate dacă nu va fi Roman de neam ori cetățean roman”.
46. „Domnul este comandirul cap al forței armate”.
47. „Se vor organiza autorități municipale în localitățile mai însemnate care se vor ocupa de interesele particulare ale fiecărei localități”.

CONSTITUANTA.

1. „În constituantă rezidă puterea suverană a popoului în desăvârșita ei întregime”.
2. „Popolul se va împărți în colegiuri electorale”. /101/
3. „Colegiuri vor fi atâtea câte județe va avea țara ce locuiește popoul roman”.
4. „Fiecare colegiu alege câte un număr oarecare de delegați (vechili) care sunt trimiși în capitală ca să alcătuiască Adunarea constituantă”.
5. „Ei se numesc deputați constituanți”.
6. „Numărul lor va fi în raport cu populațiunea: unul pentru 5000 de locuitori”.
7. „Constituanta trage din sânul său un comitet de doisprezece”.
8. „Ei se vor numi cei doisprezece”.
9. „Ei vor prezida Adunarea ca să proceadă la lucrare”.
10. „Ei vor primi lista candidaților de Domnie trimisă de Senat”.
11. „Ei după majoritate vor alege încă doi candidați lângă cei trei”.
12. „Acești doi candidați pot fi luați din ori afară din Senat”.
13. „Candidați de Domnie nu pot fi decât cinci”.
14. „Constituanta nu poate șede în permanență decât cinci zile”.
15. „Trei zile înaintea Alegerii Domnului /102/ va cerceta progetele trimise de către tribunat pentru legile constituțiunii”.
16. „În aceste trei zile se va vota și se vor lepăda ori se vor întoarce în Constituțiune toate modificațiunile ce se vor găsi cu cale a se face constituțiunii”.
17. „Deciziunile constituantei se pot da prin aclamațiune sau prin votare secretă”.
18. „Deciziunea constituantei pentru alegerea Domnului se dă prin votare secretă”.

DOMNUL.

1. „Înalta putere a suveranității poporului roman se va încredința unui Domn ales din națiune”.
2. „Domnul trebuie să fie roman și cetățean roman. El poate să fie ori să nu fie senator”.
3. „Domnul trebuie să fie născut din mumă și din tată romani și pe pământ ce locuiește națiunea romană”. /103/
4. „Domnul se alege din popul prin o constituantă”.
5. „Domnul se alege pe viață”.
6. „Persoana sa este sacră și neviolabilă”.
7. „Domnul domnește și guvernă”.
8. „Constituțiunea dă domnului privilegiul de a domni și dreptul de a guverna”.
9. „Domnul domnește prin urmare cum voiește, dar guvernă după legi”.
10. „Domnul domnește singur; administră prin Senat; legiuiește prin tribunat; judecă prin judecători”.

11. „Domnul nu dă nici o socoteală de actele sale; miniștri<i> lui sunt răspunzători pentru dânsul“.
12. „Prerogativa Domnului este:
 - a) A propune legi și miniștri<i> săi camerei tribunilor.
 - b) A înălța în ranguri.
 - c) A micșora pedeapsa celor osândiți în statul civil.
 - d) A primi recomandățiunile miniștrilor pentru cei cu merit.
 - e) A răsplăti pe cei cu merit. /104/
 - f) A încuraja virtutea și industria“.
13. „Drepturile Domnului sunt:
 - a) A privighea în cetate.
 - b) A reprezenta cetatea afară.
 - c) A hotărî resbelul ori pacea.
 - d) A face tractate cu alte staturi.
 - e) A sancționa actele camerei tribunilor.
 - f) A le întoarce cu amendamente o dată pentru totdeauna.
 - g) A le sancționa când i se vor trimite de al doilea oară fără nici o schimbare, ori a dizolva legislatura chemând imediat alta.
 - h) A le sancționa când o al doilea legislatură din inițiativa lui ori pe drumul Constituțiunii stăruiește a se supune sancțiunii nefăcându-se nici o schimbare.
 - i) A dizolva când va socoti de cuviință o legislatură, chemând numai decât una alta.
 - j) A crea senatori.
 - k) A institua miniștri în capul administrațiunii, procurori pe lângă autoritățile judecătorești, legați /105/ ori ambasadori ca să-l reprezinte puterilor streine, șefi comandând în capul oștirilor, adevă generali.
 - l) A aproba alegerea funcționarilor celor mari de către miniștri. Funcționari<i> mari se socotesc: atașați<i> lângă legațiuni și ambasade și secretari<i> lor; membri<i> înaltei curți judecătorești, ai tribunalelor de întâia instanță și grefierilor; substituți<i> procurorilor; șefi<i> oștirilor până la comandir de peleton incluziv; directori<i> departamentelor și șefi<i> secțiunilor ministeriale; administratori<i> județelor și subadministratori<i> și secretari<i> lor; șefi<i> așezămintelor de faceri de bine, de venituri ale statului, de exploatațiuni a bogățiilor publice.
 - m) A da în judecată pe funcționarii abătuți.
 - n) A primi petițiunile locuitorilor.
 - o) A convoca Senatul și Tribunalul. /106/
 - p) A comanda oștirile prin miniștri<i> săi“.
14. „Domnul are dreptul de a-și numi din senat un regent“.
15. „Domnul singur poartă titlul de Măria Sa, fiindcă singur este principele în cetate“.
16. „Regentul singur ar putea purta titlul de Excelență“.
17. „Regentul se realege ori se schimbă cu Senatul comitet de mântuire publică ce prezidă“.
18. „Regentul nu-și pierde votul său de senator“.
19. „El nu poate îndeplini nici o funcțiune în stat“.
20. „El după drept prezidă senatul al căruia este și membru“.

21. „El după drept intră în funcțiunea domnească îndată ce Domnul vine a lipsi“.
22. „El este dator în cele dintâi trei zile a convoca Senatul și Tribunalul, și în 33 de zile cel mult a face moțiunea pentru convocarea constituantei“.
23. „El pune sancțiunea sa asupra legii /107/ tribunalului pentru convocarea constituantei, fără nici un fel de observațiune și în soroc cel mult de trei zile“.
24. „El va aduna constituanta cel mult după 56 de zile după legiuirea ei“.
25. „El va păzi aceste soroace sub osândă de uzurpațiune“.
26. „El după o sută de zile ale funcționării sale ca principe poate fi dat în judecata Senatului pentru abatere de către comitetul de mântuire publică“.
27. „Dacă în aceste o sută de zile Domnul nu se va fi înființat, cetatea este căzută, societatea se găsește în revoluțiune“.

TRIBUNATUL.

1. „Tribunatul este puterea legislativă a țării“.
2. „El se va alcătui de o sută de membri“.
3. „Adunarea acestor delegați se va numi camera tribunilor sau Tribunalul“.
4. „Numai tribunalul poate face legi./108/ Inițiativa lor o are dimpreună cu domnul și cu senatul“.
5. „Tribunatul se socotește complect când are majoritatea“.
6. „Tribuni<i> trebuiesc a fi romani și cetățeni romani“.
7. „Atribuțiunile camerei tribunilor sunt:
 - a) A legiui toate cazurile de sâluire legală în statul civil.
 - b) Repartițiunea contribuțiunilor.
 - c) Crearea veniturilor, îmbunătățirilor și cheltuielilor Statului.
 - d) Alcătuirea bugetului de trebuințe ale Statului.
 - e) Revista cheltuielilor pentru întreținerea Statului.
 - f) A duce prin petițiune colectivă după majoritate la cunoștința Domnului observațiunile sale asupra lucrării miniștrilor ori a altor funcționari publici.
 - g) A da în judecata senatului pe orice impieगत public abătut când va trece un an după o petițiune în consecuință la care Domnul nu va fi făcut dreptate./109/
 - h) A cere miniștrilor socoteală despre gestiunea trebilor Statului.
 - i) A face progete de legi constitutive și a le deputa prin trei oratori camerei Constituante“.
8. „Tribuni<i> se numesc de popol prin colegiuri electorale“.
9. „Ei sunt reprezentanți<i> tuturor intereselor națiunii“.
10. „Tribunatul va ținea un buletin ex-officio prin care toate lucrările sale vor fi publicate“.
11. „Acest buletin se va numi Tribuna romana“.
12. „Redactorul lui în șef va fi totdeauna un tribun“.
13. „Mitropolitul și Episcopii prezide tribunalul ai căruia sunt și membri“.

SENATUL.

1. „Senatul are puterea executivă și administrativă a țării“.
2. „Senatul conservă cetatea Romanilor“.

3. „Senator<i> sunt apărători<i> țării și ai constituțiunii“ ./110/
4. „Senatului este pusă toată grija și sollicitudinea pentru îmbunătățirile și punerile la cale ce vor fi trebuincioase pentru fericirea, gloria și puterea cetății Românilor“.
5. „Senatori<i> se numesc de Domn“.
6. „Domnul de sine numește senator pe acela ce va fi fost odată tribun și pe cetățeanul cu merit prin aprobarea Tribunatului“.
7. „Senatori<i> se numesc pe viață. Numerul lor nu este mărginit“.
8. „Un senator nu poate fi arestat decât după deciziunea Senatului-Comitet de mântuire publică“.
9. „Dreptul de senator nu se poate pierde decât prin moarte civilă“.
10. „Domnul numai prin Senatori va putea exercita puterea executivă și administrativă“.
11. „Senatul numai va putea da Statului miniștri. Miniștri<i> se vor socoti aceia pe care singur Domnul instituie. Și pe funcționari<i> mari următori: membri<i> înaltei curți judecătorești, prezenți<i> celorlalte tribunale, administratori<i> județelor, Coloneli<i> oștirilor și locotenenți<i> lor“.
12. „Numai din Senat Domnul va putea lua comisari pentru anchetele ce va avea a face. Arătările lor vor avea valoare de dovadă legală“.
13. „Atribuțiunile Senatului sunt:
 - a) A alege din Senat trei candidați pentru Domnie prin ședință generală.
 - b) A alege pe Mitropolit și pe Episcopi prin ședință generală.
 - c) A cerceta prin Comitet constituționalitatea proiectelor de legi trimise de către Domn Tribunatului.
 - d) A cerceta asemenea constituționalitatea legilor trimise la sancțiunea domnească de către Tribunal.
Când proiectele domnești nu vor avea aprobarea Senatului-Comitet nu vor putea fi trimise Tribunalului.
Când legile tribunalului <sic> nu vor avea aprobarea Senatului-Comitet /112/ nu vor putea fi sancționate de Domn.
Când aceeași lege este supusă fără nici o schimbare sancțiunii domnești de către o altă legislatură, senatul nu va mai putea vota asupra ei.
 - e) A pronunția osânda de moarte prin ședință generală, transformându-se în înaltă curte judecătorească la cazurile prescrise.
 - f) Legislațiunea religioasă prin ședință generală.
 - g) A judeca și osândi abaterile impiegaților Statului prin comisiuni întocmite de Domn. Personalul acestor comisiuni nu poate fi niciodată mai mic de trei.
 - h) A judeca și osândi abaterile senatorilor impiegați ai Statului prin ședință generală când pâră lor va fi adresată de către Tribunal.
 - i) A judeca și osândi prin comitet abaterile Senatorilor impiegați ai /113/ Statului, când vor fi dați în judecată de către Domn.
 - k) A judeca și osândi prin comitet pe toți ceilalți impiegați ai Statului, când vor fi dați în judecată de către Tribunal.
 - l) A alcătui prin ședință generală orice proiect de interes național ce ar privi spre prosperitatea cetății romane, a-l supune prin intermediul principelui camerei tribunilor“.
14. „Senatul va avea ședințele sale la cinci ani o dată, dar va șede în permanență prin un comitet de doisprezece tras din sânul său și prezidat de președintele Senatului“.

15. „Acest comitet se alcătuiește prin votul Tribunalului“.
16. „Terminul său este o legislatură“.
17. „Membri<i> nu pot fi întrebuințați de Domn afară din capitală“.
18. „Acest comitet va îndeplini funcțiunea de consiliu de Stat și se va numi /114/ *Senatul-Comitet de mântuire publică*“.

¹ Voind a ne servi de numirile cele vechi, acest comitet se poate numi *Curtea Cochiavechilor*. Și acest așezământ nu este inovațiune, este antic, este aceia ce degenerase în aceia ce înaintea reorganizării de la 1831 se numea *Divanul veliților boieri*. Descoperirea documentului publicat la Moldavia în acest an 1856, deși posterioară acestei scrieri prin publicitatea ei, cel puțin dar este dovadă necontestabilă.

Vom arăta într-un tractat special în care vom pune în paralelism instituțiunile noastre antice și uitate cu cele ce propunem, cum și cât ele sunt de identice.

19. „El are dreptul de a convoca Senatul orișicând trebuința va cere“.
20. „Domnul asemenea de șeful său poate convoca Senatul“.
21. „Convocarea extraordinară a senatului se face formulându-i-se motivul“.
22. „Domnul poate convoca extraordinar Senatul ca să-l consulte asupra întreselor națiunii“.
23. „Senatul la o asemenea împrejurare are dreptul deciziei asupra obiectului consultat“.
24. „Îndată ce Domnul piere, Senatul după drept se socotește convocat“.
25. „El țină după datorie ședințele sale /115/ generale până la alegerea altui Domn“.
26. „Prezident al Senatului este regentul Domnului“.
27. „Când Domnul nu-și numește regent, Senatul își dă un prezident după majoritate“.
28. „Prezidentul Senatului este după datorie locotenentul Domnului“.
29. „Prezidentul Senatului intră după drept în lista de trei candidați la Domnie“.
30. „Deciziunile Senatului vor avea numire de Senatus-Consulte“.
31. „Deciziunile Comitetului de mântuire publică se vor numi *publiciste*“.
32. „Senatus-Consultele și publicistele sunt supuse sancțiunii domnești“.
33. „Ele vor fi sancționate nemijlocit și fără observațiuni“.
34. „Ședințele Senatului sunt publice când sunt generale și facultative când sunt un Comitet“.
35. „Senatul va publica un buletin, contrandiu al lucrărilor sale de lună“./116/
36. „Redactorul său în șef va fi un senator“.
37. „Senatul se socotește complet când are majoritatea“.

JUDECĂTORII.

1. „Judecățile se vor căuta de către un corp special de judecători“.
2. „Nici o judecată nu se va putea face decât în virtutea legilor primite și după formele prescrise“.

¹ Paragraphe en note en bas de la page 114.

3. „Nici o hotărâre judecătorească nu se va putea da decât de către tribunalele constituate. Numai judecătorilor este dată de constituțiune puterea de a aplica legile la cazurile particulare“.
4. „Instanți<i> judecătorești vor fi două: Tribunalul <sic> de întâia instanță și înalta curte“.
5. „În tribunalele de întâia instanță, chestiunea de fapt se va hotărî prin juriu“.
6. „Tribunalele de întâia instanță vor avea un procuror ministru al Domnului“./117/
7. „Hotărârile tribunalelor de întâia instanță sunt supuse apelațiunii“.
8. „Hotărârile înaltei curți sunt fără apel“.
9. „Ele se sancționează de domn fără nici o observațiune“.
10. „Unui judecător nu se poate lua funcțiunea decât pentru culpabilitate și prin hotărâre a senatului, conform Constituțiunii“.
11. „Camera legislativă va hotărî numărul și personalul tribunalelor după trebuință“.
12. „Orice creațiune de tribunale extraordinare, orice suspensiune ori prescurtare de formă sunt în contra Constituțiunii și punisabile ca uzurpațiune“.

FINE.

/118/¹

/119/ CONSTITUȚIUNEA POLITICĂ.

„Un principe domnind.“

„Un Senat administrând.“

„Un tribunal legișlând.“

„Juriul judecând.“

Iată ce este Constituțiunea noastră și iată ce stăruim a voi să fie.

/120/²

/121/ FRONTISPICIU.

P.S. Aceasta ar fi Cetatea Romanilor în toată puritatea existenței sale antice. Cu toate acestea, am putea prea bine schimba principatul pe viață ori mai bine a-i substitua un principe moștenitor dintr-una din casăle suverane din sângele nostru latin. Ar trebui a arăta, într-un tractat specios că această transformațiune, deși ar fi în princip o degradațiune, dar în practică este o restaurațiune; deși după teorie are aparință de scădere, dar în fapt este un progres, din punctul de vedere al împrejurărilor exterioare din timpul prezent, după care cetatea noastră ar intra cu suveranitatea sa în concertul și familia europeană și mai mult decât toate în elementul său latin din care se /122/ trage și al căreia astăzi este o tristă și meschină reprezentațiune. Căci puterea unei cetăți o constituie mai cu osibire și într-o foarte mare parte convicțiunile politice de față, și ca să zicem așa, moda domnitoare, precum și simpatiile ce poate excita în contorile sale. Cu toate acestea nu vom tăcea de a ne spune și aci rațiunea politică care este cuvântul cel mai puternic al acestei sentințe și singurul adevărat și legisim.

Aceasta este că statul nostru în rangul său de stat ce, dacă nu după drept, dar după purtarea antecedentilor principii suverani din urmă ai României, a cam pierdut.

¹Page blanche.

²Page blanche.

Două sunt singurele mezii de rădicare ale unui stat: resbelele și adoptarea unui cap coronat ca să reprezente suveranitatea sa. Ocaziunea prezentă ne aduce pe cel de al doilea, să profităm de dânsa, să ne agățăm de el ca de stea noastră mântuitoare, lăsând, pentru un interes atât de capital, toate considerațiunile accesorii ce ne-ar putea froasa în amorul nostru propriu.

/123/ Când am depărta acest meziu ar trebui încai a fi consecuenți: să nu credem că am putea vreodată schimba condițiunea actuală fără a alergera la celălalt, adecă la resbel.

De aceia, primim de bun, cel puțin pentru timpul de față, argumentațiunea Anexului la Protocolul No. 6 de la Conferența de la Viena din anul 1855, care fi-nește cu concluziunea următoare:

„Autoritatea supremă ar trebui dar să fie ereditară, de voim ca să îndeplinească cu succes însărcinarea însemnată ce i s-ar pune.” Și primim, deși pentru alt cuvânt, modifi-cațiunea propusă și hotărâtă de către Europa corpului nostru politic antic.